

écho

des entreprises



03

04 | **Zoom**
PEINTURES ROBIN

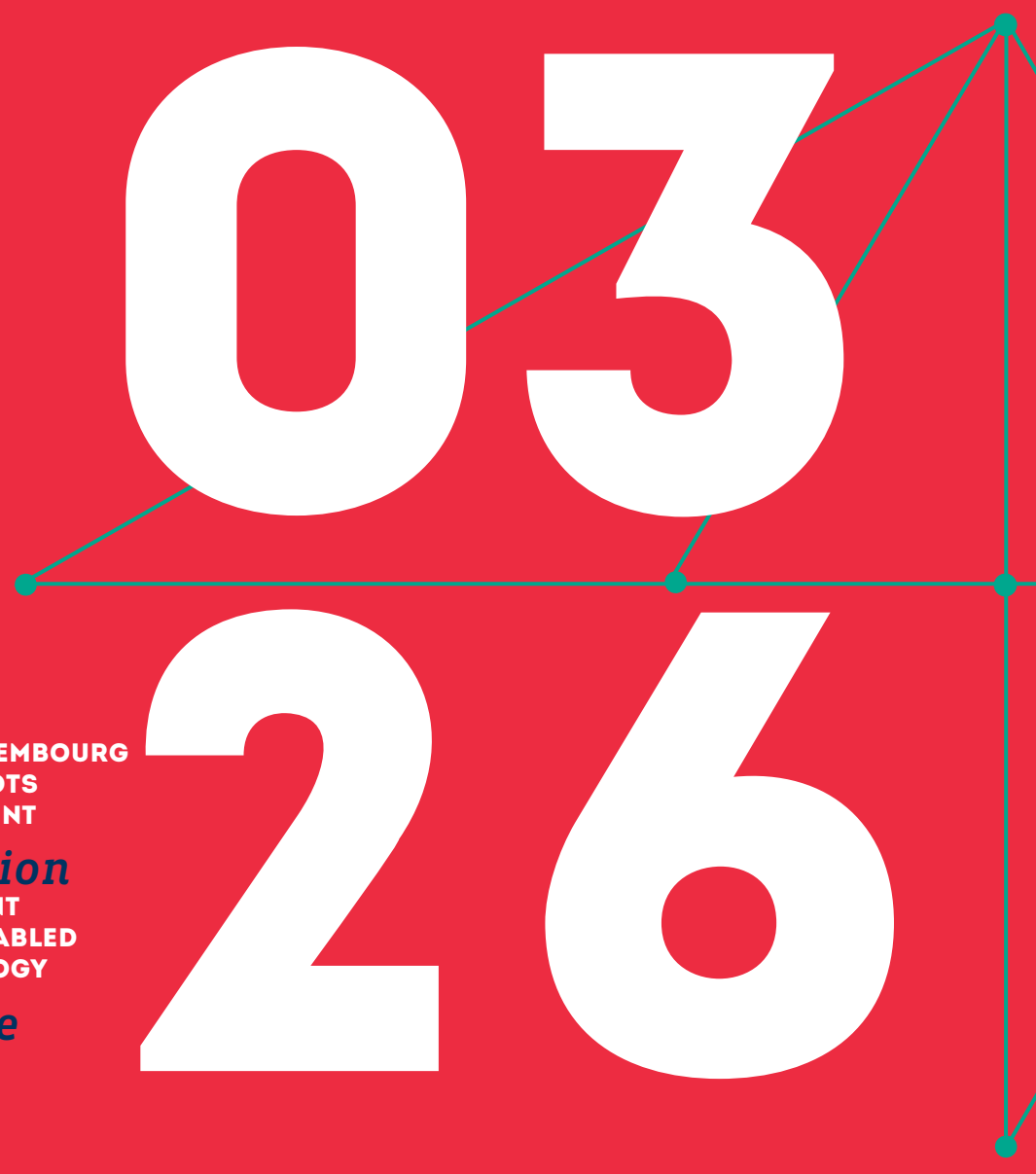
12 | **Interview**
ALEX SCHUMANN

18 | **Focus**
AI AND GENAI IN LUXEMBOURG
INDUSTRY: FROM PILOTS
TO SCALED DEPLOYMENT

60 | **Bold Innovation**
TOWARDS INTELLIGENT
INFRASTRUCTURE ENABLED
BY SENSOR TECHNOLOGY

64 | **Carte Blanche**
ARNAUD BOURGAIN

26



BAATZ

CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION

TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DU BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS



www.baatz.lu

1, Breedewues L-1259 Senningerberg

Tél : 42-92-62-1

Sommaire

02

Éditorial

04

Zoom

Peintures Robin

12

Interview

Alex Schumann

18

Focus

AI and GenAI in Luxembourg Industry: From pilots to scaled deployment - by Céline Tarraube & Mickael Desloges

56

Actualités de la FEDIL

17^e édition du Job Shadow Day /Transition à la Présidence dans un contexte économique sous tension / Audience à la Cour Grand-Ducale

60

Bold Innovation

Towards intelligent infrastructure enabled by sensor technology - by Lara Punt & Daria Antropova

64

Carte Blanche

La diversification économique : un enjeu toujours aussi crucial - par Arnaud Bourgain

68

Chronique juridique

Le droit à la déconnexion entre cadre légal et réalités du terrain - par Ella Gredie

70

Publi-reportages

74

Caricature

75

Publications & positions de la FEDIL

“NOTRE CONTRIBUTION ? CONCILIER DURABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT DE VOTRE ENTREPRISE.”

Nos conseillers vous aident à faire progresser et pérenniser votre entreprise, grâce à un accompagnement et des solutions financières qui intègrent les enjeux de durabilité.

Pour en savoir plus, contactez Charles Sunnen, Conseiller Entreprises et Entrepreneurs, et son équipe au 49 924-3061.



UNE HISTOIRE
DE PASSIONNÉS.

B BANQUE DE
LUXEMBOURG



Choc d'offre: Une asymétrie qui dérange

En 2020, les confinements liés au COVID-19 ont fait chuter la demande mondiale de pétrole de près de 9 millions de barils par jour (mb/j) selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Ce choc de demande était relativement homogène : riches ou pauvres, tous les pays ont vécu la même expérience d'une activité à l'arrêt, imposée par les gouvernements, non par les prix.

Six ans plus tard, la nature du choc est radicalement différente. Les attaques contre les infrastructures du Golfe Persique et la fermeture effective du détroit d'Ormuz ont amputé l'offre mondiale de plus de 10 mb/j en mars 2026 - ce que l'AIE qualifie de « choc d'offre pétrolière le plus grave de l'histoire ». La part de cette baisse de l'offre qui ne peut être compensée à court terme, ni par une hausse de la production ailleurs, ni par un recours aux réserves stratégiques forcément limitées, se traduit par une tension sur les prix. Ces prix reflètent à la fois la rareté physique et les anticipations des marchés ainsi que la vitesse de déstockage des réserves. Et c'est ce signal de prix qui, progressivement, force une réduction de la demande : plus l'interruption dure, plus le mécanisme s'emballe.

C'est là que réside la différence cruciale entre les deux crises. Les confinements réduisaient la consommation partout à la fois. Le choc de prix de 2026, lui, frappe de manière profondément asymétrique. Les économies émergentes ou moins développées - plus dépendantes des importations d'hydrocarbures et disposant de moindres marges budgétaires - réagiront bien plus violemment à la hausse des cours. Inflation, croissance fortement freinée, instabilité sociale : les conséquences y sont plus importantes qu'en Occident, où les amortisseurs semblent plus solides.

Partout dans le monde, les entreprises réduiront leur consommation d'énergie au fur et à mesure que l'activité économique se contracte ; elles contribueront cependant à amplifier ce ralentissement en étant contraintes soit de répercuter leurs hausses de coûts sur leurs prix de vente, soit d'accepter une compression de leurs marges.

S'agissant des ménages, la tentation de maintenir leur demande d'énergie à tout prix doit être examinée avec lucidité. Des mesures ciblées à l'intention des ménages à revenus modestes sont légitimes et nécessaires. Mais vouloir compenser à tout prix et de manière indifférenciée cette perte de pouvoir d'achat que nous espérons temporaire, reviendrait à nier le signal du marché. Ce signal est douloureux, mais réel : il y a moins de pétrole et de gaz disponibles dans le monde, et cette pénurie entraîne, dans son sillage, des tensions sectorielles, notamment dans les transports, la pétrochimie et certaines chaînes agricoles. Dissimuler ce signal aux consommateurs plus aisés ne ferait qu'aggraver le déficit global et maintenir des prix encore plus élevés pour ceux qui ne peuvent s'en prémunir.

Pour nos responsables politiques, se cantonner à satisfaire la population, en cherchant à préserver à tout prix et sans considération de critères sociaux le pouvoir d'acheter - y compris ce qui vient à manquer - en espérant que la crise les épargnera, n'est pas une posture tenable. Dans cet ordre d'idée, d'éventuelles mesures visant à atténuer l'impact de la crise sur les prix des produits énergétiques concernés devraient s'accompagner d'incitations à renforcer la sobriété énergétique.

Il ne faut pas oublier que les pays qui souffrent le plus de ce choc sont aussi des partenaires commerciaux dont nos économies dépendent.

Tout paquet de mesures anti-crise doit allier sensibilité à la situation globale, sélectivité et prudence économique, sans pour autant oublier les objectifs de transition énergétique.

RENÉ WINKIN

Directeur de la FEDIL

rene.winkin@fedil.lu







zoom

PEINTURES ROBIN

PEINTURES ROBIN

ROBIN prépare l'avenir en couleurs

À Useldange, le château médiéval attire les regards. Mais à quelques centaines de mètres de ses tours se joue une autre histoire de transmission : celle de Peintures Robin, entreprise industrielle fondée en 1927, qui prépare aujourd'hui un nouveau chapitre de son développement.

Près d'un siècle après ses débuts, la société luxembourgeoise s'impose comme un acteur reconnu dans la fabrication de peintures premium et de solutions techniques pour le bâtiment, l'industrie, le bois ou encore la carrosserie. Une entreprise qui revendique à la fois son enracinement local, sa culture de l'innovation et une ambition durablement européenne.

UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE À L'ORGANISATION INTÉGRÉE

Le cœur historique de Robin reste implanté à Useldange, où se trouvent le siège social, l'usine de production et le laboratoire de recherche et développement. Depuis 2007, le site industriel a connu d'importants investissements et des modernisations régulières afin de répondre aux standards les plus élevés du secteur.

L'entreprise s'appuie également sur deux autres implantations stratégiques : à Bissen, une base commerciale et logistique inaugurée en 2019, avec espace de stockage et magasin destiné aux professionnels, et à Leudelage, un showroom premium dédié à la décoration intérieure et au conseil personnalisé.

Cette organisation multi-sites reflète l'évolution de Robin au fil des décennies : d'un fabricant de peinture traditionnel à une structure intégrée capable de gérer production, distribution, accompagnement technique et développement commercial.

Avec une centaine de collaborateurs et environ 30 millions d'euros de chiffre d'affaires, Robin produit aujourd'hui quelque 4 000 tonnes de peinture par an. L'entreprise se distingue aussi par une structure volontairement « lean », qui lui permet de conserver une forte flexibilité industrielle. Cette agilité constitue un avantage concurrentiel important dans un secteur dominé par de grands groupes internationaux. Robin peut ainsi fabriquer de petites séries à partir de 100 litres, développer des formulations spécifiques ou produire sous marque distributeur et en sous-traitance industrielle.

UNE DIVERSITÉ D'ACTIVITÉS COMME FACTEUR DE RÉSILIENCE

L'un des atouts majeurs de Robin réside dans la diversification de ses marchés. L'entreprise intervient dans plusieurs secteurs : le bâtiment, l'industrie, la carrosserie automobile, les traitements du bois, mais aussi le travail à façon pour l'industrie. Cette variété permet à la société de mieux absorber les cycles économiques ou les fluctuations saisonnières. « Quand un secteur ralentit, un autre prend le relais », résume Gérard Zoller qui dirige l'entreprise depuis 2017.

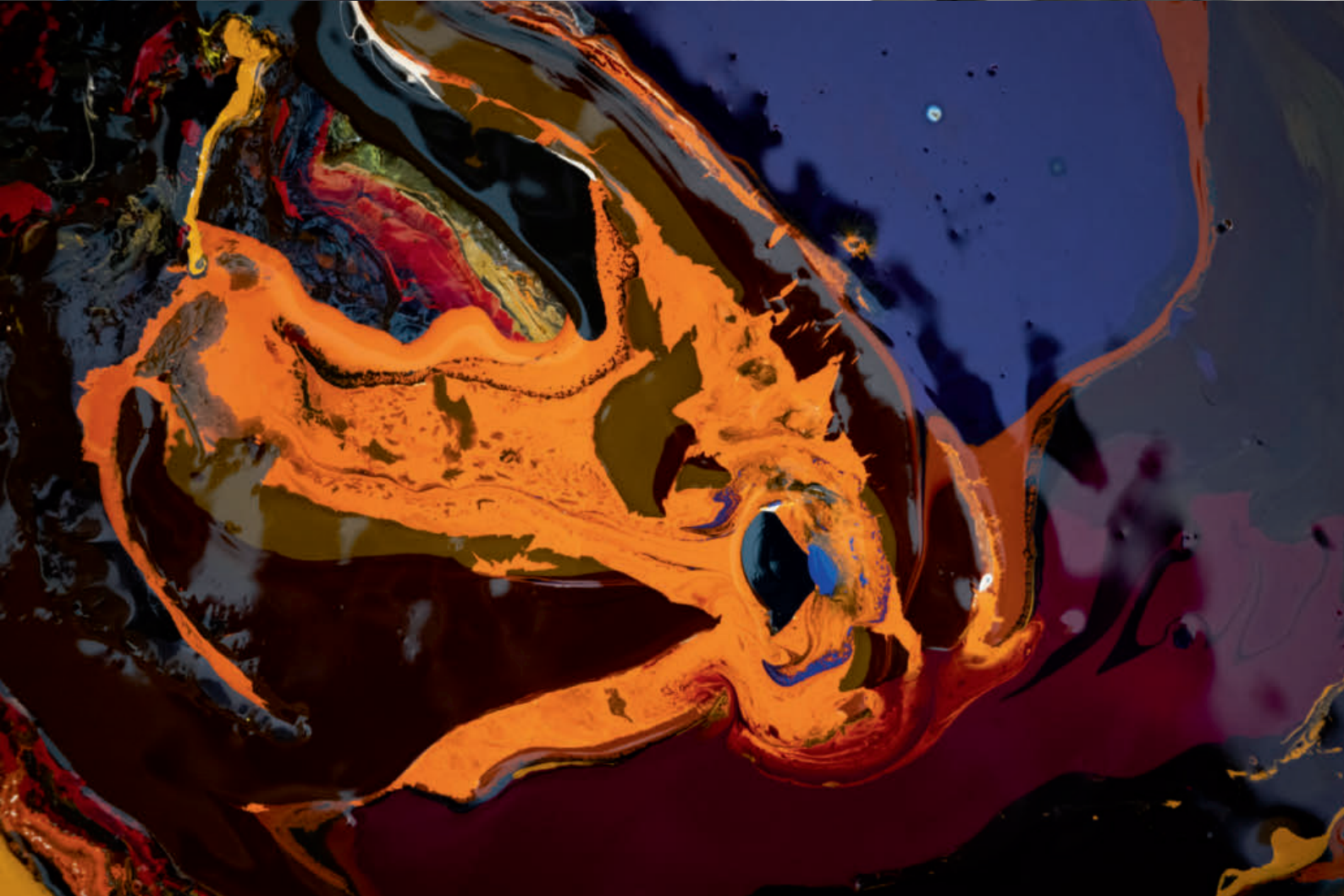
Historiquement tournée vers une clientèle professionnelle, Robin s'est également ouverte au grand public depuis 2021 avec sa gamme « Art de la Nature ». L'entreprise développe parallèlement une activité de formation pour les peintres et applicateurs, renforçant ainsi son positionnement d'expert technique.

Aujourd'hui, le Luxembourg représente encore le principal marché (60%) de Robin, mais l'exportation (40%) progresse régulièrement, notamment vers la Grande Région, la Belgique, les Pays-Bas et la France via un réseau de grossistes spécialisés.

LA DURABILITÉ COMME FIL CONDUCTEUR

Chez Robin, la question environnementale ne relève plus du simple argument marketing. Elle constitue un axe stratégique depuis plus de vingt ans.

L'entreprise a multiplié les innovations dans le domaine des peintures biosourcées et des solutions à faible impact environnemental. Plusieurs projets ont d'ailleurs été récompensés par des Prix de l'environnement de la FEDIL. Parmi eux, la gamme Robinhyd en 2002; Verdello® en 2013, dont les composants sont entièrement biosourcés et dont la gamme est encore élargie aujourd'hui; Luxlin en 2017, une lasure pour bois à base d'huile de lin; ou encore Robinloop en 2021, développé en collaboration avec la SuperDrecksKëscht dans une logique d'économie circulaire.









L'objectif est clair : remplacer progressivement les solvants traditionnels et les matières premières issues du pétrole par des alternatives plus durables. Une transition encore partiellement dépendante des attentes du marché et du choix des consommateurs pour des produits écologiques.

Robin mise également sur des circuits d'approvisionnement européens afin de limiter l'empreinte carbone liée au transport. L'entreprise travaille avec près de 500 matières premières différentes pour environ 300 produits, en privilégiant des relations de long terme avec ses fournisseurs.

L'engagement environnemental se traduit aussi dans les infrastructures : près de 40% de l'énergie consommée provient aujourd'hui du photovoltaïque.

RECHERCHE, INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'innovation reste l'un des piliers du modèle Robin. L'entreprise emploie une dizaine de chimistes dédiés notamment à la R&D et au développement de nouvelles formulations.

Robin participe également au groupement français Unifap, qui rassemble neuf PME industrielles afin de mutualiser certains développements technologiques. Les recherches portent notamment sur les nanomatériaux, laissant entrevoir des avancées prometteuses en termes de propriétés conductrices ou encore de résistance aux rayures. Des collaborations existent aussi avec l'Université du Luxembourg, notamment autour d'un projet de peinture bionique qui permet la production de carbonate de calcium à partir de micro-organismes.

Au-delà des produits eux-mêmes, l'entreprise travaille également à l'amélioration continue de ses processus internes. L'automatisation progresse, même si certaines activités - notamment le « private label » - nécessitent encore une forte intervention humaine.

La direction voit également dans l'intelligence artificielle un levier potentiel d'optimisation, particulièrement dans la gestion administrative, la logistique ou le traitement des commandes. Une évolution pensée non pas pour remplacer les équipes, mais pour leur permettre de se concentrer davantage encore sur la relation client et le développement commercial.

UNE TRANSMISSION PRÉPARÉE SUR LE LONG TERME

Cette dynamique d'innovation accompagne aujourd'hui un moment-clé dans l'histoire de l'entreprise : la transmission de la direction.

À la tête de Robin depuis 2017, après y avoir débuté sa carrière, Gérard Zoller est sur le point de passer le relais à une nouvelle génération dirigeante. Quatre cadres ont repris l'actionnariat majoritaire de l'entreprise, dans le cadre d'une transition longuement préparée et accompagnée. Avec une ancienneté d'une vingtaine d'années chacun, les repreneurs connaissent en profondeur l'entreprise, et ses valeurs. Steve Gereke reprend désormais les commandes aux côtés d'un comité de direction, avec une volonté clairement affichée : assurer la continuité tout en insufflant de nouvelles perspectives de développement.

Le maintien de l'ancrage luxembourgeois apparaît comme une priorité forte. Production, savoir-faire et centres de décision restent implantés au Grand-Duché.

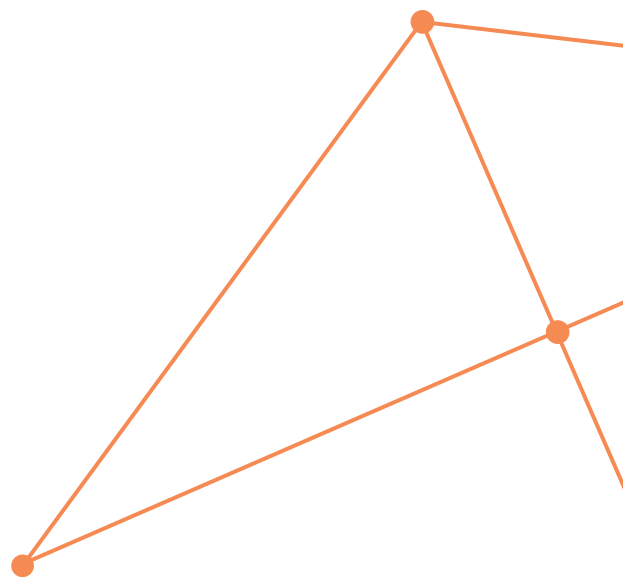
DOUBLER LES CAPACITÉS ET ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT

La nouvelle équipe dirigeante entend capitaliser sur l'outil industriel existant pour accélérer la croissance. Selon la direction, les capacités de production actuelles permettraient déjà de doubler les volumes sans investissements majeurs supplémentaires.

Le développement du « private label » figure parmi les priorités stratégiques. Grâce à un outil de production moderne et à des standards de qualité et de sécurité des plus élevés, toutes sortes de produits liquides et/ou en poudre peuvent être mélangés en « master batch » pour le compte de clients industriels. L'élargissement du réseau commercial à l'export est une autre priorité. Des projets de distribution plus lointains ont même été envisagés, notamment à Dubaï, même si certains ont été temporairement reportés en raison du contexte géopolitique.

Pour autant, Robin ne veut pas rompre avec son ADN – à l'image du chevalier stylisé de son logo. La nouvelle direction insiste sur une croissance maîtrisée, fondée sur la qualité, l'innovation et la proximité avec les clients.

Dans un secteur fortement concurrentiel, dominé notamment par des acteurs allemands et néerlandais, l'entreprise luxembourgeoise entend continuer à faire la différence par sa réactivité, son savoir-faire technique et sa capacité d'adaptation. Une manière de démontrer qu'à l'heure des grands mouvements de concentration industrielle, un modèle indépendant, local et durable peut encore tracer sa voie.



Article :

LAURENCE KAYL

Responsable communication à la FEDIL

laurence.kayl@fedil.lu

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM





Interview

ALEX SCHUMANN

Président de la FEDIL

« Ma méthode sera simple : écouter, prioriser, agir et rendre compte. »

Monsieur Schumann, le 27 avril dernier, vous avez succédé comme nouveau président de la FEDIL à Georges Rassel. Cette transition à la présidence se fait dans un contexte économique difficile : faible croissance, insécurités et interruptions dans les chaînes d'approvisionnement, reprise de l'inflation et recherche d'une autonomie stratégique renforcée. Dans quel état d'esprit abordez-vous votre mandat ? Quelle est votre appréciation générale de la situation ?

Effectivement, aujourd'hui plus que jamais, l'économie réelle est confrontée à une accumulation de chocs : tensions géopolitiques, instabilité aux portes de l'Europe et au Moyen-Orient, crise énergétique, retour de l'inflation, pression sur les coûts et multiplication des pénuries, qu'elles concernent l'énergie, certaines matières premières ou, de plus en plus, les compétences. Dans un contexte pareil, l'incertitude devient un facteur de risque à part entière. Notre responsabilité collective est bien claire : protéger la compétitivité du Luxembourg et préparer l'avenir.

Durant les cinq dernières années, nous avons vécu plusieurs crises disruptives qui nous ont amenés à reconsidérer le positionnement de l'Europe dans les chaînes de valeur globales. Covid et post-Covid, puis la guerre en Ukraine, ensuite les nouvelles tensions commerciales avec et entre des *big players* tels que les États-Unis ou la Chine, et maintenant le conflit au Moyen-Orient. Les répercussions économiques immédiates et l'identification de faiblesses internes ont provoqué une prise de conscience autour de questions telles que la réindustrialisation, la défense ou encore notre degré d'autonomie technologique. Des vraies opportunités à saisir, car dans ces situations particulières, l'Europe, malgré ses désavantages et ses échecs du passé, semble obtenir des 2^e ou 3^e chances et de nouveaux arguments pour entamer et réussir les chantiers de l'avenir.

La FEDIL représente des entreprises industrielles et de services qui investissent, innover, exportent et créent des emplois. Le rôle de la FEDIL ne doit pas se limiter à désigner ce qui ne marche pas ou à sombrer dans le pessimisme, surtout en temps de crise. Elle doit aider à identifier des opportunités sur lesquelles on peut construire des succès futurs.

Dans cet esprit, mon programme pour les années à venir se structure autour de trois priorités politiques : l'investissement industriel, les ressources humaines et la position internationale du Luxembourg, le tout en faisant de la simplification un réflexe pour que les entreprises puissent consacrer leur énergie à produire et à innover.

Au cours de l'assemblée générale de la FEDIL, plusieurs entreprises membres ont exprimé dans leurs vidéos leur frustration face à la lenteur des démarches, à la lourdeur administrative et au manque d'agilité pour la réalisation rapide de projets industriels. À votre avis, quelles mesures seraient essentielles pour renverser cette tendance et dynamiser aussi bien l'investissement industriel que le déploiement des nouvelles technologies ?

Nous devons d'abord poser une évidence : sans capacité d'investir, il n'y a ni transformation, ni décarbonation, ni digitalisation. Oui, trop souvent, l'investissement bute sur la disponibilité des terrains, sur une gestion encore trop fragmentée des zones d'activité et sur des procédures d'autorisation, dont la durée et la complexité deviennent un risque économique en soi.

La FEDIL encourage le ministère, les communes et les syndicats intercommunaux à poursuivre leurs efforts en faveur d'une approche plus proactive : mieux planifier, mieux équiper, mieux densifier quand c'est possible, et surtout mieux piloter. Les zones d'activité doivent devenir de véritables plateformes de performance : mobilité, énergie, services partagés, sécurité et une gouvernance qui permet des décisions rapides.

Nous constatons une multiplication des autorisations, des allers-retours et des couches d'avis, surtout lorsqu'il s'agit de développer sur un terrain non encore classé. Je propose que nous travaillions, avec les administrations concernées, sur trois leviers concrets : des parcours d'autorisation standardisés, un véritable guichet de coordination pour les projets industriels et des délais-cibles transparents - parce que l'incertitude coûte, même quand le projet est bon.

En ce qui concerne les technologies modernes - automatisation, IA, jumeaux numériques, maintenance prédictive - elles ne sont plus une option de nos jours. Or, elles supposent des infrastructures robustes et résilientes : connectivité, capacité électrique, mais aussi un accompagnement en cybersécurité et en gestion de la donnée. Nous savons tous que la digitalisation, le déploiement de l'intelligence artificielle et la quête d'une souveraineté numérique renforcée soulève aussi des questions à caractère hautement industriel. Nous avons parlé des terrains. J'y ajouterais l'accès à un approvisionnement en électricité compétitive.

Dans le contexte des projets d'investissement, ne doit-on pas constater que si, au Luxembourg, nous disposons d'une panoplie d'instruments de financement puissants et flexibles à côté d'incitants fiscaux, les entreprises industrielles ignorent trop souvent les intervenants sur le terrain et la portée de leurs outils ?

C'est en effet un constat. Au Haut Comité pour l'Industrie, la question du financement a été identifiée comme essentielle. Au Luxembourg, nous comptons de nombreux intervenants qui offrent toute une série d'instruments qu'ils sont capables d'adapter à de nouveaux besoins. Mentionnons le Service d'Aides d'État du ministère de l'Économie et Luxinnovation, la Société Nationale de Crédit et d'Investissement, l'Office du Ducroire ou encore la Banque européenne d'investissement.

Il appartient à la FEDIL, de concert avec ces acteurs, de promouvoir ces instruments auprès de nos membres. La fiscalité est évidemment étroitement liée à la question du financement. La compétitivité du cadre fiscal national et la recherche de leviers fiscaux efficaces pour atteindre les objectifs économiques stratégiques continueront à guider notre action. Nous venons de relancer notre plateforme fiscalité avec nos membres intéressés pour nourrir et guider l'action politique de l'UEL, car c'est elle qui nous représente sur ce thème important.

S'agissant des aides et autres instruments de soutien, notre ligne sera pragmatique : soutenir les investissements productifs et la transition, avec des dispositifs simples, prévisibles, et autant que possible neutres technologiquement.

De par votre fonction comme directeur de la production chez Goodyear Luxembourg employant 3.400 personnes, mais aussi à travers votre mandat au sein du conseil d'administration de la House of Training, les sujets relatifs aux ressources humaines, à la formation et à l'organisation du travail vous sont proches. Quelle place ce volet aura-t-il dans votre programme ?

Bien évidemment, ce sont les femmes et les hommes qui font vivre nos sites et nos ateliers, nos laboratoires et nos bureaux. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée reste un enjeu majeur. De ce fait, sécuriser les talents et améliorer l'organisation du travail restera une des priorités de la FEDIL.

La rapidité et la profondeur des transformations technologiques exigeront toujours un recours à l'expertise externe. Je pense aux permis de travail et à tous les aspects qui influencent l'accueil d'expatriés. Mais nos préoccupations ne se résument pas au seul recrutement : elles concernent également l'attractivité des métiers que nous devons mieux faire connaître, la formation continue et la capacité d'organiser le travail de manière moderne et efficace, de même que la disponibilité de nos collaborateurs: Beaucoup de nos membres sont, par exemple, très préoccupés par l'absentéisme au sens large. J'ajouterais les nombreuses possibilités d'interruption des contrats qui causent des trous difficiles à combler avec l'actuel droit du travail.

Justement, en matière d'organisation du travail, nous devons avancer, avec les partenaires sociaux, sur une organisation du travail adaptée aux réalités d'aujourd'hui : davantage de flexibilité quand cela est nécessaire, davantage de clarté quand les règles sont complexes. Il faut créer un cadre où l'on peut mieux produire, mieux former et mieux fidéliser. La FEDIL continuera à s'engager avec son expertise sur ce sujet. Directement, mais surtout à travers l'UEL pour progresser sur ces dossiers.

Face aux nombreuses règles actuelles ou à venir qui régissent les relations de travail, je pense qu'il est essentiel de simplifier pour mieux appliquer. Si plusieurs textes européens et nationaux poursuivent des objectifs légitimes, leur mise en œuvre peut devenir trop lourde ou trop rigide. Je pense, par exemple, à la directive sur la transparence des rémunérations ou encore à l'application parfois trop restrictive des règles de détachement qui compliquent la vie des entreprises transfrontalières. La FEDIL défendra une approche de conformité intelligente : des obligations proportionnées, des outils pratiques et une administration qui accompagne.

Existe-t-il par ailleurs des particularités propres au Luxembourg qui pèsent sur le marché de l'emploi ?

Absolument. Nos membres se plaignent de la concurrence déloyale que l'employeur public exerce sur le marché du travail. Comme la FEDIL regroupe pas mal d'entreprises hautement performantes dans les domaines de l'automatisation et de la digitalisation et comme nous sommes conscients du potentiel d'amélioration de la productivité dans nos propres entreprises, nous voulons encourager l'État à accélérer l'implémentation de nouvelles technologies pour réduire considérablement ses besoins en main-d'œuvre. À l'heure actuelle, ceux-ci progressent beaucoup trop rapidement par rapport à l'évolution économique générale du pays. Là aussi, je voudrais faire le lien avec la surréglementation qui, au-delà des problèmes qu'elle cause aux entreprises, représente également un facteur de coût non-négligeable pour l'État.

Enfin, il faut le dire clairement : la question du logement pèse directement sur notre capacité à attirer et retenir des compétences. C'est un sujet d'intérêt général, mais aussi un sujet économique. La FEDIL essaiera de contribuer activement aux solutions - par le dialogue, par des propositions concrètes et en soutenant les initiatives qui améliorent l'offre, la mobilité et la planification.

Comme vous l'avez dit plus haut, compte tenu des crises successives et du contexte géopolitique, les questions économiques et internationales sont depuis quelque temps en haut de l'agenda de la FEDIL, qui a d'ailleurs renforcé son expertise dans le domaine. La FEDIL plaide pour le renforcement de la position du Luxembourg dans les chaînes de valeur européennes et mondiales. Quels risques, mais quelles opportunités aussi présente, selon vous, la situation économique actuelle ?

En effet, la troisième priorité de mon programme concerne la place du Luxembourg dans une économie ouverte, où la question énergétique, le digital et le commerce international redessinent nos chaînes de valeur. Nos entreprises sont au cœur de ces transformations. Notre rôle, à la FEDIL, est de porter une voix constructive : nous voulons cette place ambitieuse sur les objectifs et lucide sur les conditions de réussite.

La transition énergétique et la protection du climat ne se feront pas contre l'industrie, elles se feront avec elle. Cela suppose un triptyque : sécurité d'approvisionnement, prix de l'énergie compétitifs et trajectoires de décarbonation réalistes. Nous soutiendrons les investissements dans les réseaux, l'électrification, l'efficacité énergétique et les solutions bas carbone, en gardant un principe : la neutralité technologique et la prise en compte des contraintes opérationnelles.

L'Europe produit beaucoup de règles; elle doit aussi produire de la capacité industrielle et de l'innovation. Nous serons attentifs à ce que la réglementation digitale - qu'il s'agisse de données, de cybersécurité ou d'IA - reste proportionnée et applicable. Notre message sera constant : oui à la confiance et à la protection, non à l'empilement et aux obligations redondantes. La FEDIL vient de se pencher sur la question de la souveraineté numérique. Malgré notre forte intégration dans les chaînes de valeur numériques mondiales, que nous ne pouvons ni ne voulons vraiment remettre en question, il y a une carte à jouer en matière de souveraineté. La récente attribution par la Commission européenne de deux marchés de cloud souverain parmi quatre à des consortiums comprenant des acteurs luxembourgeois le prouve.

Cependant, soyons conscients que d'autres succès dans ce domaine nécessitent un accès à une énergie compétitive, stable et bas carbone et que les surfaces nécessaires doivent être viabilisées et les autorisations délivrées rapidement.

Dans un monde plus fragmenté, nos entreprises ont besoin d'ouverture, de réciprocité et de règles claires. Nous continuerons à soutenir les accords commerciaux qui renforcent l'accès aux marchés et sécurisent nos approvisionnements. Au cours des derniers mois, la FEDIL a défini son positionnement par rapport au principe du « Buy European », un principe que nous considérons plutôt comme une exception dans quelques domaines et sous certaines conditions bien définies. Enfin, les futures exigences sur les chaînes de valeur - notamment en matière de devoir de vigilance et de durabilité - devront être mises en œuvre de façon pragmatique.

En somme, si je devais sélectionner trois facteurs essentiels pour aborder l'avenir avec davantage d'assurance, je choiserais la productivité (étroitement liée aux ressources humaines et à la technologie), la simplification, qui permet d'agir plus vite (un domaine influencé par les politiques publiques), ainsi que les partenariats (cruciaux pour optimiser nos chaînes de valeur, notamment dans les secteurs de l'énergie et du climat).

La FEDIL compte aujourd'hui plus de 770 membres, issus de secteurs très divers touchant à l'industrie. Voilà une base d'expertise et d'échange très large. Mais aussi des attentes très variées envers l'association patronale. Comment souhaitez-vous encore intensifier la collaboration ?

Un programme n'a de valeur que s'il se traduit en résultats. Ma méthode sera simple : écouter, prioriser, agir et rendre compte. Écouter nos membres, de toutes tailles et de tous secteurs, pour partir du terrain. Prioriser, parce que nous ne gagnerons rien en dispersant nos efforts. Agir, en construisant des propositions concrètes, juridiquement solides et discutées avec les autorités. Rendre compte, enfin, en suivant l'avancement des dossiers et en informant régulièrement nos membres.

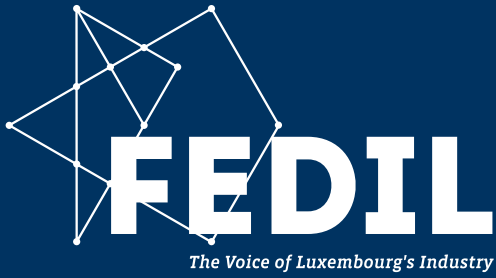
Concrètement, je souhaite dynamiser davantage la collaboration et l'échange entre nos membres et l'équipe de la FEDIL, renforcer nos interactions avec l'UEL sur le plan national et avec BusinessEurope sur le plan européen. Je pense que nous pourrions intensifier nos partenariats avec d'autres organisations d'entreprises d'ici ou de pays limitrophes, avec le monde académique et les acteurs publics. L'objectif est de chercher des synergies et de parler d'une seule voix, forte et constructive.

La FEDIL est aujourd'hui très présente dans l'action politique à travers ses positions, ses échanges avec les élus, les ministères ou la Commission et à travers sa communication politique. Je pense que cette présence est essentielle pour contribuer à une meilleure compréhension des problèmes ou des projets de nos entreprises et pour bien représenter leurs intérêts. Sans vouloir délaissier notre rôle d'influenceur politique, je pense que la FEDIL pourrait encore améliorer le retour pour ses membres, moyennant un flux d'information systématique et continue.

À côté des plateformes d'échange que nous voulons efficaces, moyennant des outils informatiques adaptés, nous ne voulons en aucun cas abandonner les échanges directs avec les dirigeants de nos entreprises. Nous voulons relancer les séances régionales et organiser plus de rencontres rassemblant nos membres et nos interlocuteurs politiques ou autres sur des thématiques d'intérêt. Personnellement, je prendrai le temps de visiter autant d'entreprises membres que possible afin de voir et de comprendre leurs projets et problèmes sur place et comment la FEDIL peut aider.

Les années qui viennent seront exigeantes. Mais elles offrent aussi une opportunité : réindustrialiser intelligemment, accélérer la transition et faire du Luxembourg un lieu où l'on peut investir et travailler avec confiance. La FEDIL sera au rendez-vous : exigeante quand il le faut, constructive toujours. Ensemble, faisons de notre fédération un levier de compétitivité, de durabilité et de cohésion !

Photo :
ANN SOPHIE LINDSTRÖM



FEDIL INNOVATION AWARD 2026



APPLICATIONS NOW OPEN

Through its Innovation Award, FEDIL shines a spotlight on those who dare, invent and transform the economy. Whether you're a business, a researcher, an independent innovator or a rising talent: all bold initiatives are welcome.

Are you developing an original project with high potential that can bring real value to the Luxembourg economy? Now is the time to make it known.

Seize this opportunity to showcase your work, gain visibility and join a community of players shaping the innovation of tomorrow. The rules and application form are available on the FEDIL website.

***Applications must be submitted
by 6 July 2026.***



in cooperation with



with the support of





focus



AI and GenAI in Luxembourg Industry: From pilots to scaled deployment

AI Survey 2026 reveals a more mature ecosystem, with rising adoption, measurable business value, and new scaling challenges

The transformative potential of Artificial Intelligence (AI) and Generative AI (GenAI) is reshaping industries globally, and Luxembourg is no exception. To better understand the specific impact, adoption patterns and evolution of these technologies within the Luxembourg industrial ecosystem, FEDIL, in collaboration with the Luxembourg AI Factory and Luxinnovation, conducted a comprehensive survey. This second survey sought to provide a clear and comparative view of how AI and GenAI adoption has evolved over the past year. It offers critical insights into the current landscape of AI and GenAI usage, the level of technological and organisational maturity reached by companies, the barriers and opportunities encountered, and the training, upskilling and funding needs required to strengthen competitiveness and drive innovation.

By gathering input from key stakeholders for the second consecutive year, the survey enables a robust year-on-year analysis, allowing us to concretely measure progress made, identify persistent or emerging challenges, and capture new trends shaping AI adoption in Luxembourg's industry. This comparative approach is particularly valuable at a time when AI is reshaping markets at an unprecedented pace, while companies are moving from experimentation towards more structural and strategic deployment.

The results presented in this report offer a comprehensive and evidence-based perspective on the industry's journey towards AI integration. They not only help to better understand the real impact of AI on the Luxembourg ecosystem, but also highlight the collective effort required to drive innovation, advance workforce development, and shape policies that will ensure our industry's prosperity in the age of AI.

RESPONDENTS PROFILE

- The survey was conducted over a period of 6 weeks from 27 January 2026 to 13 March 2026.
- The total number of survey respondents is 136, a 20% rise compared to last year survey.
- The sectoral representation is distributed as follows:
 - 6% Space & Defence (+3,5 pts vs. 2025)
 - 5% Energy & Green-Tech (+2 pts vs. 2025)
 - 9% Health & Wellbeing (+7 pts vs. 2025)
 - 18% Manufacturing Industry (-10 pts vs. 2025)
 - 21% Information & Communication Technologies (+5 pts vs. 2025)
 - 9% Construction and construction-related industries (-4 pts vs. 2025)
 - 4% Transport & Logistics (-7 pts vs. 2025)
 - 7% Consulting and Advisory services (-2 pts vs. 2025)
 - 1% Human Resources services (-3,5 pts vs. 2025)
 - 20% Other service providers (+9 pts vs. 2025)
- In terms of company size at the site(s) in Luxembourg, the distribution is as follows:
 - 27% 1-10 (+8 pts vs. 2025)
 - 26% 10-50 (+13 pts vs. 2025)
 - 13% 50-100 (-9 pts vs. 2025)
 - 12% 100-250 (-3 pts vs. 2025)
 - 10% 250-1000 (-13 pts vs. 2025)
 - 12% 1000+ (+4 pts vs. 2025)
- The functions that responded to the survey were primarily top management (61% vs. 58% in 2025), followed by middle management (26% vs. 31% in 2025) and operations (13%).

Disclaimer: All comparisons between surveys conducted in 2025 and 2026 are to be read carefully, as the number and profiles of respondents are more diverse this year.

- The survey saw a 20% increase in participation and greater sectoral diversity.
- There was a significant shift in company size, with a notable increase in participation from smaller companies (1-50 employees) and a decrease from larger enterprises.
- The manufacturing sector's representation dropped by 10 points, while ICT and other service providers saw an increase.

DEFINITIONS

The following definitions have been used to ensure a common understanding.

What is AI?

EU Artificial Intelligence Act's (AI Act) definition: an 'AI system' is defined as "a machine-based system that is designed to operate with varying levels of autonomy and that may exhibit adaptiveness after deployment, and that, for explicit or implicit objectives, infers, from the input it receives, how to generate outputs such as predictions, content, recommendations, or decisions that can influence physical or virtual environments."

What is GenAI?

World Economic Forum's definition: "GenAI refers to a category of AI algorithms that generate new outputs including audio, code, images, text, simulations and videos, based on the data they have been trained on."

EXECUTIVE SUMMARY

Positive outlook

AI enters a phase of consolidation

The 2026 survey results point to a clear consolidation of AI and GenAI adoption across Luxembourg companies. Artificial Intelligence is no longer approached as an experimental or exploratory technology, but increasingly as a practical business tool, embedded in day-to-day professional activities and broader digital transformation strategies.

Across sectors and company sizes, AI is primarily associated with productivity gains, process optimisation, efficiency improvements and operational performance. Expected benefits have stabilised compared to 2025, confirming a maturing mindset signalling that companies increasingly focus on tangible value rather than abstract potential. This evolution is mirrored by the nature of reported AI use cases, which have shifted decisively from pilots and proofs of concept towards pragmatic, low-barrier and high-impact applications, particularly in administrative, knowledge-intensive and support functions. GenAI plays a central role in this transition by significantly reducing entry barriers and accelerating time-to-value.

Importantly, GenAI ease of access and immediate time-to-value have accelerated adoption across the organisation, making GenAI a mainstream productivity tool rather than a niche technology. Strategically, AI is now firmly anchored in broader digital transformation journeys. A large majority of organisations indicate that AI initiatives form part of broader transformation programmes, a pattern that remains stable compared to 2025. Larger organisations show a more structured and integrated approach, but the survey confirms that AI is no longer reserved for frontrunners or technology-intensive sectors. Even when deployment remains gradual, especially in industrial environments, AI is increasingly treated as a long-term strategic lever rather than a standalone technology.

At the same time, progress is visible on several structural dimensions. Skills shortages persist, but their intensity has decreased across nearly all categories, suggesting learning effects, internal capacity building and ecosystem maturation. Awareness of regulatory frameworks such as the AI Act is rising, and governance considerations are increasingly taken into account. Notably, companies have moved away from blocking GenAI tools, recognising their inevitability and value. Instead, AI and GenAI are widely perceived as opportunities, with confidence and acceptance now broadly shared across the business community.

Overall, the survey points to a positive and encouraging dynamic: confidence in AI is rising, adoption is expanding, and AI is progressively becoming an accepted and legitimate component of day-to-day business activity.

Challenges

Scaling, foundations and governance

Despite this positive momentum, the survey highlights a set of persistent and increasingly structural challenges that are now shaping the next phase of AI uptake.

The primary challenge has shifted from awareness to scaling. Cost has become a leading barrier in 2026, reflecting a maturity effect as companies move from pilots to industrialisation. While AI and GenAI are expected to generate efficiency gains and cost saving in the long run, organisations are now confronted with the total cost of ownership of AI, including data preparation, infrastructure, cybersecurity, governance frameworks and specialised skills. Budgetary constraints and uncertainty around return on investment continue to slow large-scale deployment.

Data readiness remains a fundamental bottleneck. Although most companies have achieved a solid level of digital data collection, a significant gap persists between being data-rich and being data-driven. Only a minority of organisations systematically assess data quality, integrate data across systems or analyse it for decision-making. This structural weakness contrasts with strong expectations around improved decision-making and limits the scalability and reliability of AI solutions.

Skills represent another enduring constraint. Technical and data-related competencies, machine learning, data analytics, software development, remain the most critical gaps. While fewer companies report acute shortages compared to 2025, a substantial proportion still lacks the expertise required to design, deploy and scale AI. This challenge is compounded by limited visibility of training and upskilling opportunities, particularly among smaller organisations.

Governance is emerging as a decisive issue. AI usage, especially GenAI, has become mainstream across organisations, but governance frameworks are not yet keeping pace. Many companies allow GenAI usage without having formal internal policies addressing data protection, security, compliance, acceptable use and human oversight. This creates a structural gap between acceptance and governance. While AI governance more broadly is progressing, GenAI-specific rules remain under-formalised.

While awareness of regulation has improved, notably with regard to the EU AI Act, translating regulatory principles into concrete, operational practices remains a challenge, especially for smaller organisations with limited internal capacity.

Finally, awareness and mobilisation of the AI ecosystem remain uneven. Companies demonstrate strong familiarity with technology providers, more moderate awareness of public and institutional support actors, and limited knowledge of concrete support mechanisms. Smaller organisations, in particular, continue to face structural constraints in accessing support, including limited internal capacity and visibility.

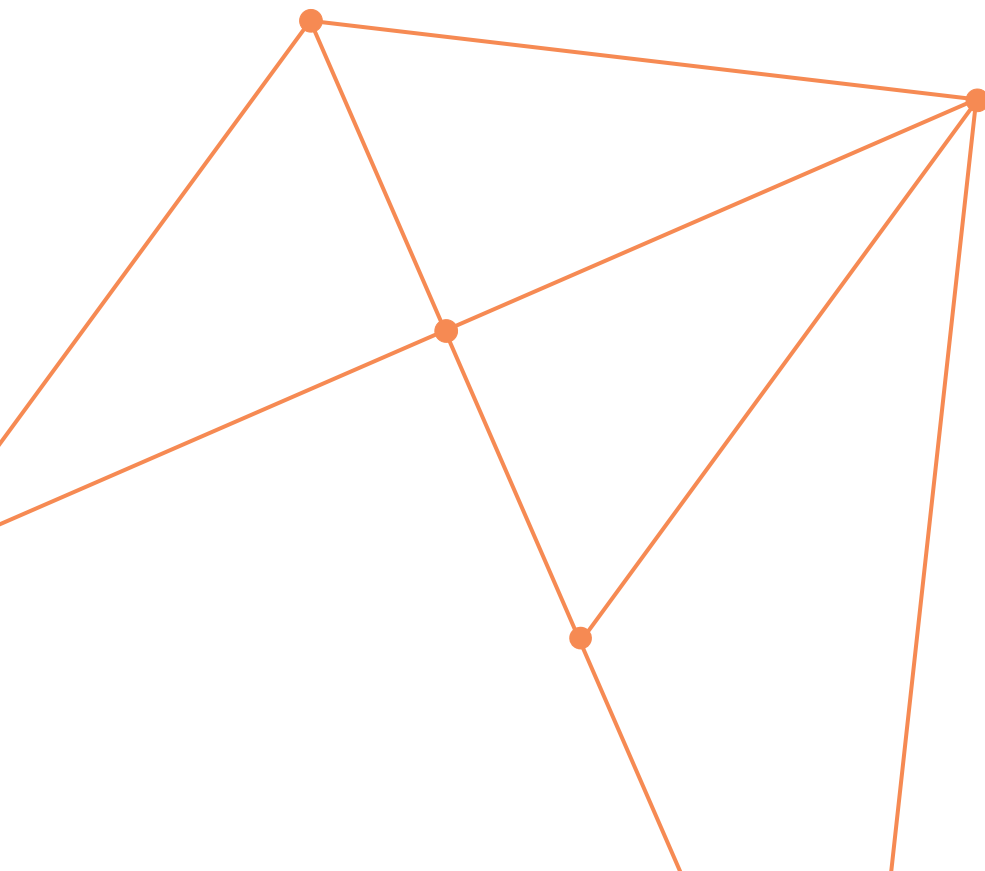
Conclusion

From adoption to sustainable AI integration

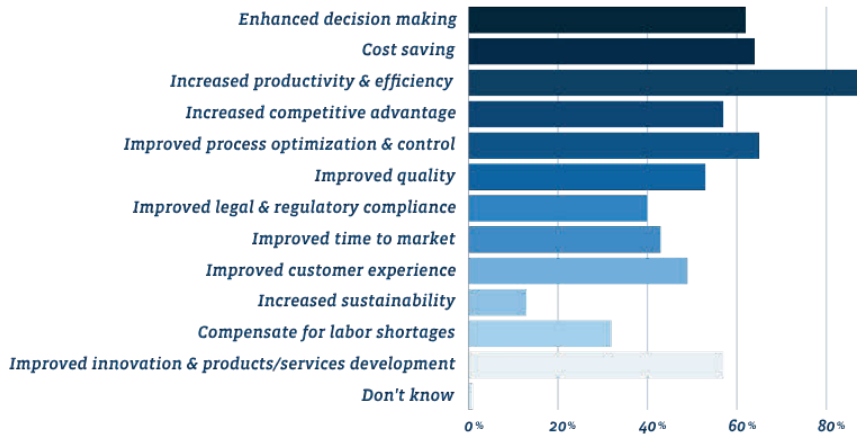
Taken together, the 2026 survey results confirm that Luxembourg companies have entered a new phase of AI adoption. The debate has clearly shifted away from experimentation and hype towards consolidation, value creation and strategic integration. AI and GenAI are now widely perceived as opportunities rather than threats, and their role in supporting productivity and competitiveness is broadly recognised.

However, the survey also delivers a clear and balanced message: AI impact is conditional. Sustainable and scalable value creation depends on companies' ability to progress simultaneously on several fronts, including investment capacity, data maturity, skills development, governance and regulatory readiness. The key challenge is no longer to promote AI adoption itself, but to create the enabling conditions that allow AI to deliver long-term benefits.

Addressing these challenges will require continued collaboration between companies, ecosystem actors and public stakeholders. Strengthening data foundations, supporting investment in scaling, improving governance practices and enhancing access to ecosystem support will be essential to ensure that AI contributes not only to short-term efficiency gains, but also to long-term competitiveness, resilience and trust across Luxembourg's economy.



ASSESSMENT OF THE POTENTIAL BENEFITS BY ADOPTING AI TECHNOLOGY



Graphic 1

88%
 Respondents cite productivity and efficiency as the main expected benefits of AI.

2026: the maturing mindset year

From the outset, the survey sought to capture how companies assess the potential benefits of AI in order to establish a clear view of market expectations.

In 2026, expectations show stability rather than disruption, reflecting a clear consolidation in how Artificial Intelligence is perceived and positioned within organisations.

Despite a broader respondent base compared to 2025 and wider sectoral representation, the hierarchy of expected benefits remains stable and increasingly mature.

Artificial Intelligence is now overwhelmingly positioned as a productivity and efficiency enabler.

88 % of respondents identify increased productivity and efficiency as the primary expected benefit of AI adoption, confirming a decisive shift towards operational effectiveness rather than exploratory or experimental use. This orientation is further reinforced by the strong emphasis placed on improved process optimisation and control (65%) and cost savings (64%), underlining a pragmatic and business-driven approach to AI.

At the same time, expectations around cost efficiency coexist with clear constraints on adoption. While AI is expected to generate significant savings over time, high upfront investment and uncertainty around return on investment continue to slow down deployment, particularly when moving beyond pilots towards broader implementation.

In conclusion, this data reflect a maturing mindset, with AI increasingly treated as a concrete business tool whose value is widely acknowledged, even if uncertainties related to cost and ROI continue to influence adoption dynamics.

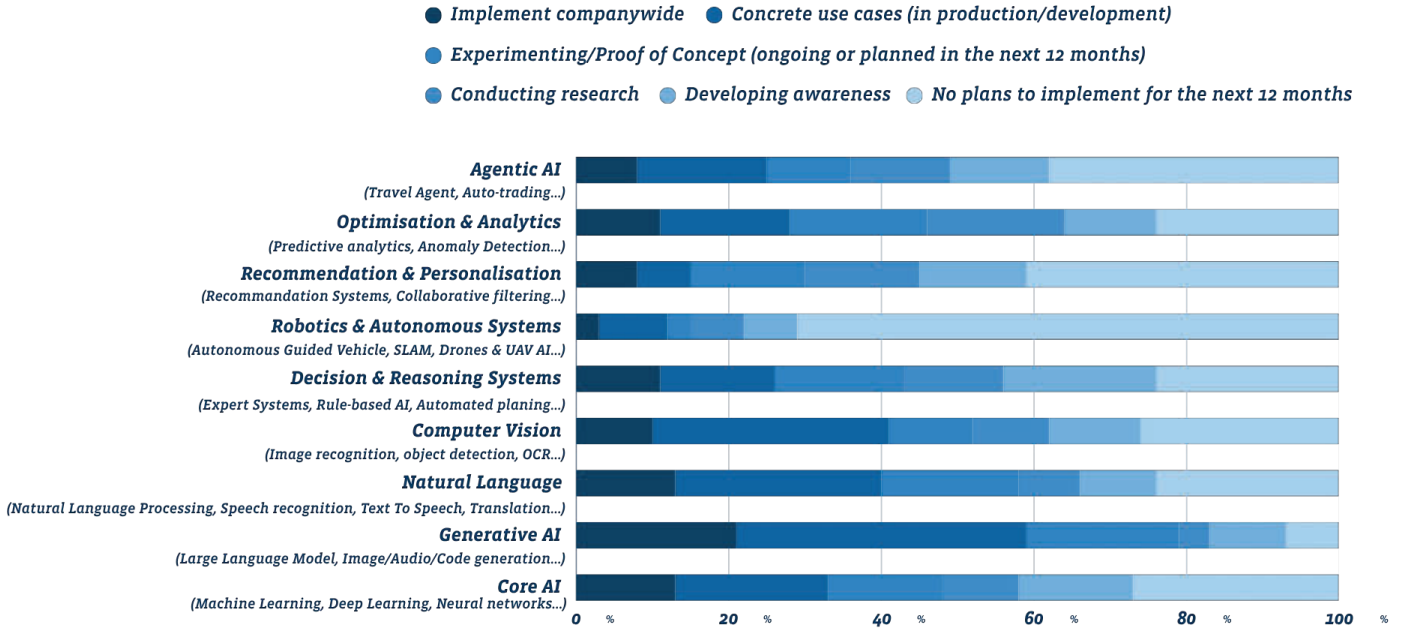
Focus on the manufacturing sector

In the manufacturing sector, the perceived benefits of AI are particularly pronounced, with over 90% of respondents linking its adoption to gains in productivity and efficiency.

Cost saving continues to be a primary expected outcome, while the prevalence of labour shortages highlights AI's role as a vital complement to the existing workforce rather than an immediate replacement.

At this stage, AI is viewed mainly as a lever for operational performance, with sustainability-related benefits remaining a less significant consideration for manufacturing companies. This positioning reflects a strong focus on efficiency, reliability and competitiveness in industrial environments.

MATURITY LEVEL REGARDING THE UTILISATION OF AI TECHNOLOGIES



Graphic 2

GenAI dominating, Agentic AI as the next frontier

GenAI clearly leads current adoption, while Agentic AI represents the next stage of the AI adoption curve. Across the different AI technology families, engagement patterns reveal strong contrasts in maturity, adoption speed and strategic prioritisation within Luxembourg companies.

- **Dominance of GenAI:** GenAI stands out as the most rapidly and widely adopted technology, with a combined 59% of organisations having either implemented GenAI companywide or developed concrete use cases in production. This level of uptake significantly exceeds that of all other AI technologies. The very limited share of respondents reporting no plans to implement GenAI in the next 12 months (7%) further confirms its rapid diffusion and consolidation.
- **Significant lag in Robotics:** Robotics and Autonomous Systems remain a low priority, with 71% of respondents indicating no plans for implementation in the coming year. This positioning reflects either the niche market nature of these technologies or the substantial technical, financial and operational barriers associated with their deployment in the Luxembourg context.
- **Polarisation in Core AI and NLP:** Core AI, Natural Language and Computer Vision technologies display a polarised adoption profile. While a significant portion of respondents (25%) report no short-term implementation plans, a comparable or larger share is already actively using or deploying these technologies. This pattern points to a clear divide between early adopters and laggards.
- **Emerging technologies:** Decision & Recommendation systems, Optimisation & Analytics and Agentic AI remain at early stages of the adoption curve. Most responses cluster around awareness-building, research activities or the absence of concrete plans, indicating strong future potential but limited current deployment.

Key takeaways

Collectively, these observations confirm that Luxembourg companies are actively engaging with AI in a pragmatic and selective manner.

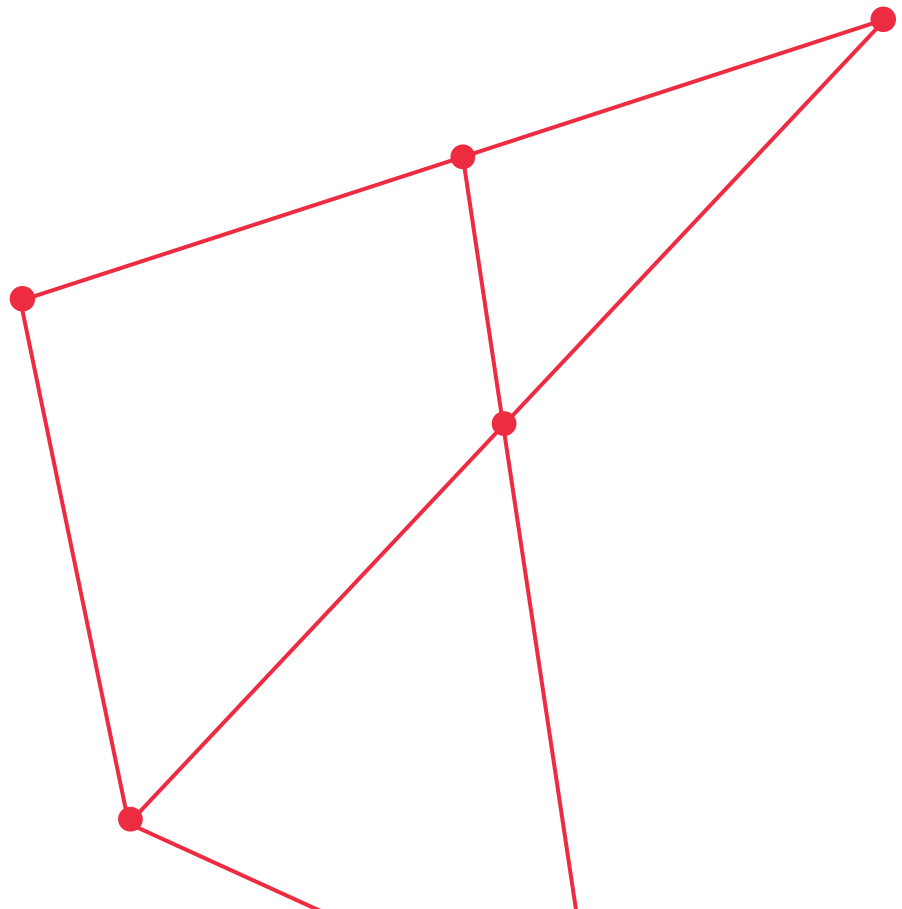
- GenAI and NLP have reached a level of maturity that enables rapid deployment and scaling.
- Traditional AI and analytics are progressing steadily but remain constrained by data maturity and integration challenges.
- Advanced or autonomous AI technologies are still confined to a limited group of frontrunners.

Adoption follows a pattern of experimentation and gradual consolidation rather than mass industrialisation across all AI technologies families. The main challenge is therefore no longer AI awareness, but scaling validated use cases, strengthening data foundations and building the necessary skills and governance to move from pilots to structural deployment.

Focus on the manufacturing sector

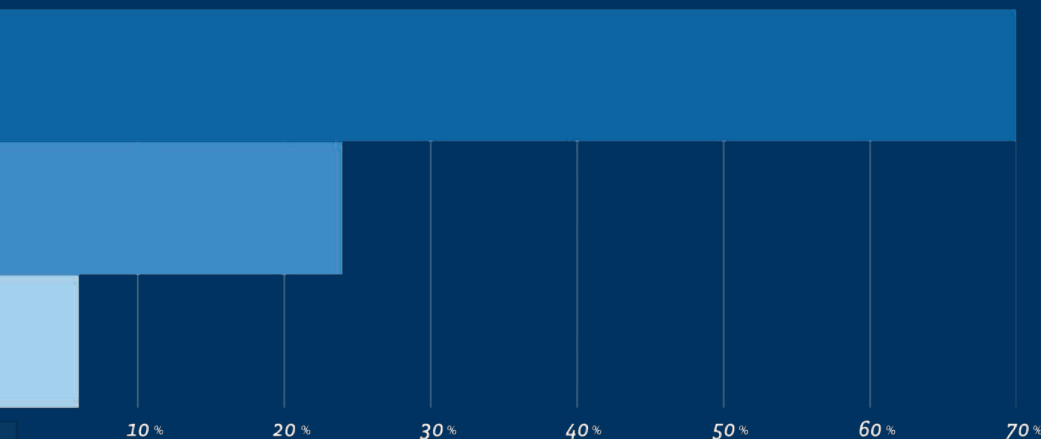
The manufacturing sector follows a more progressive adoption curve with 42% of respondents declaring not having plans to implement AI technologies for the next 12 months.

This more cautious adoption pace does not reflect a lack of strategic intent, but rather the higher complexity, integration constraints and ROI requirements typically associated with industrial and OT environments.



INTEGRATING AI INITIATIVES INTO THE DIGITAL TRANSFORMATION JOURNEY

- Yes, AI initiatives are part of a larger digital transformation journey.
- No, AI initiatives are not part of a larger digital transformation journey.
- Don't know



Graphic 3

AI as a structural and strategic component of digital transformation

A clear majority of organisations, representing 70% of respondents, report that their AI initiatives form part of a broader digital transformation journey. This confirms that AI is largely and firmly positioned as a structural and strategic component of long-term organisational change and digital transformation journey across Luxembourg companies, rather than as a standalone or opportunistic technology. Compared to 2025, no significant shift is observed, confirming the stability and consolidation of this strategic positioning. Company size plays also a decisive role: the larger the organisation, the more systematically AI is embedded within a comprehensive digital transformation strategy. Larger companies tend to rely on more structured and integrated approaches to AI, often aligned with established digital roadmaps and formal transformation programmes.

Interestingly, the integration of AI into digital transformation strategies remains highly sector-dependent. Sectors characterised by higher level of digital maturity or stronger competitive and regulatory pressures, such as ICT, Space & Defense and Energy, more consistently position AI within overarching transformation frameworks. Other sectors continue to adopt more targeted or incremental approaches, reflecting differences in digital readiness and organisational constraints.

Comprehensively, AI is widely regarded as a strategic priority and is being thoughtfully integrated into broader business evolution processes. The consistency of results between 2025 and 2026 confirms that this approach is now well established and structurally anchored within the Luxembourg industrial ecosystem.

Focus on the manufacturing sector

Within the manufacturing sector, AI initiatives are strongly anchored in broader digital transformation journeys. This strategic integration should be read in complementarity with the more gradual deployment observed at technological level, reflecting the specific constraints of industrial environments. Manufacturing companies overwhelmingly associate AI with wider transformation programmes linked to Industry 4.0, automation, data-driven production and digital operating models. While the sector demonstrates a clear strategic commitment to AI, its adoption curve remains more progressive than in digitally native sectors such as ICT, as already highlighted in the previous analysis.

AI GOVERNANCE POLICY

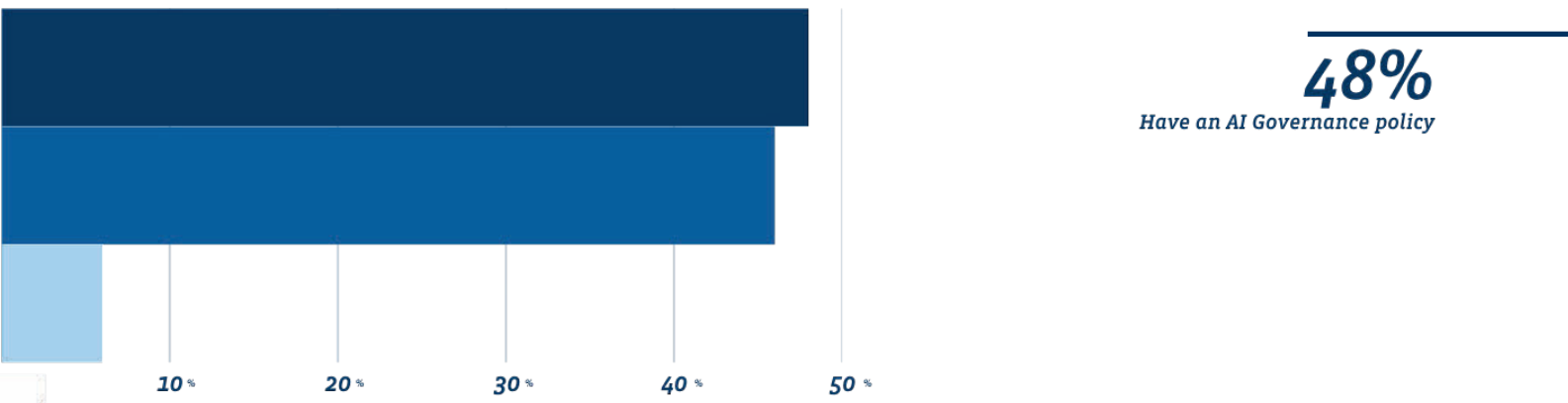
It's time for governance

AI governance is increasingly moving to the forefront of corporate priorities, although formalisation still lags behind actual adoption.

In 2026, 48% of respondents report having an AI governance policy in place, reflecting a growing recognition that governance is an essential component of AI technologies deployment, particularly in a regulatory and risk-aware environments. These figures refer to AI governance in a broad sense and should be clearly distinguished from more specific policies addressing the use of GenAI tools.

At the same time, a very similar portion (46%) of organisations state that they do not yet have an AI governance policy, while approximately 6% remain unsure. This distribution points to a transition phase: AI is already being used or actively explored by many organisations, as evidenced earlier in the survey, yet governance frameworks have not systematically kept pace. Importantly, rather than signalling resistance or lack of awareness, this gap suggests that many companies are still in the process of structuring and formalising their governance approach.

- Yes, companies have an AI Governance policy in place.
- No, companies don't have an AI Governance policy in place.
- Don't know.



Graphic 4

GenAI as a key trigger for governance urgency

GenAI has emerged as a powerful accelerator and stress test for existing governance frameworks. The rapid diffusion of public and easily accessible GenAI tools has amplified the need to make organisations aware of the risks related to data protection, confidentiality, intellectual property, compliance and security when usage remains unmanaged. At the same time, as highlighted throughout the survey, GenAI delivers significant human productivity gains, particularly in knowledge-intensive activities, IP, compliance and security, reinforcing its rapid uptake across organisations.

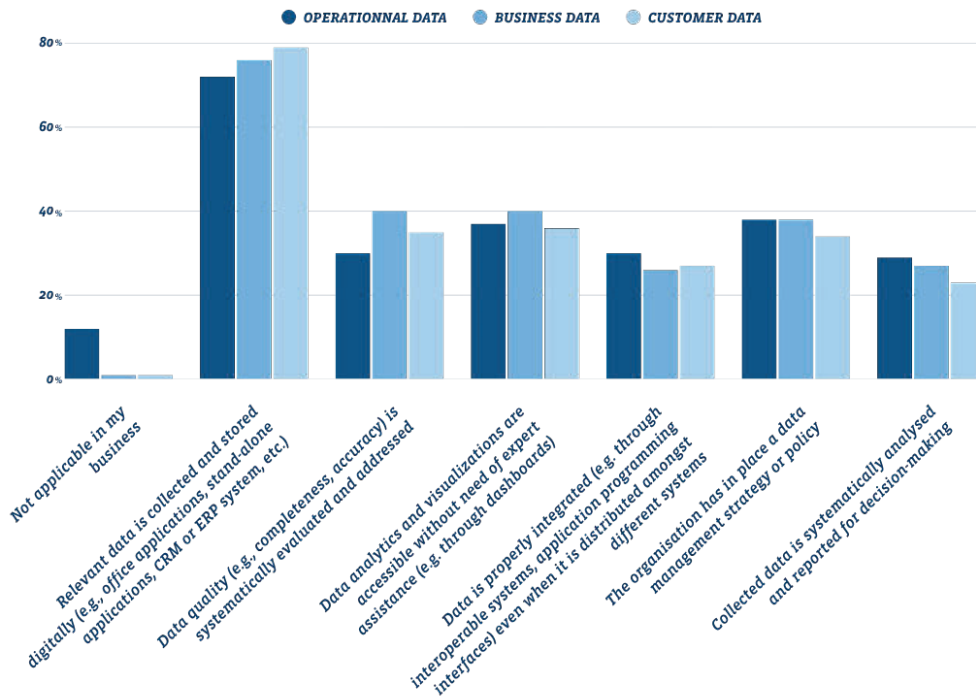
Between 2025 and 2026, blocking or prohibiting GenAI tools is no longer perceived as a viable option. Instead, companies increasingly recognise that value lies in guiding, framing and governing usage, rather than attempting to suppress it. This evolution marks a shift from reactive control to structured and sustainable governance, positioning AI and GenAI as technologies to be managed strategically rather than restricted defensively.

ASSESSMENT OF DATA MATURITY FOR AI ADOPTION

From Data-rich to Data-driven

When asking the respondents to assess their level of maturity regarding different kind of data, the results display a structural gap between data collection and data readiness for AI across all domains.

While most organisations have made significant progress in recording and storing data, far fewer have put in place the foundations required to use data reliably, consistently and safely for AI-driven decision-making.



Graphic 5

Key takeaways

- **A strong digital baseline:** The overwhelming majority of companies in Luxembourg are proficient at the foundational step of data maturity: collecting and storing data digitally. The figures are consistently high across Operational (72%), Business (76%), and Customer (79%) domains, reflecting a solid baseline of digitalisation.
- **The "Maturity Cliff":** A sharp drop of 30 to 50 percentage points separates basic data collection from more advanced practices such as data governance and analytics. For example, while 79% collect customer data, only 35% systematically evaluate its quality, and merely 23% systematically analyse it for decision-making. This gap represents a critical bottleneck in the transition from being data-rich to becoming data-driven.
- **A polarised landscape:** The data suggests a polarisation between companies that have mastered basic digitalisation and those that are leveraging data as a strategic asset. A significant portion of the ecosystem has not yet progressed beyond the first phase, unable to translate data availability into actionable insights
- **Low-response categories:** The lowest-scoring item is the systematic analysis of data for decision-making, particularly for customer data (23%). This is a crucial gap, as it suggests that the collected data is not being fully exploited to generate business value, improve customer experience, or optimise operations. Similarly, data integration also scores low (26-30%), pointing to the persistence of data silos.

ROAD TO AI

Building the foundations for trustworthy and effective AI

AI is only as good as the data it relies on.
Before scaling AI, organisations must secure their data foundations.

R**Reliable data**

*Data must be accurate, complete and up to date.
Business-critical data should be traceable and validated.*

O**Organised data**

*Clear data ownership and responsibilities.
Common definitions and standards across the organisation.
Documentation of data sources and usage.*

A**Accessible & integrated data**

*Data should be interoperable across systems and functions.
Siloed datasets limit AI scalability and value creation.*

D**Data governance & discipline**

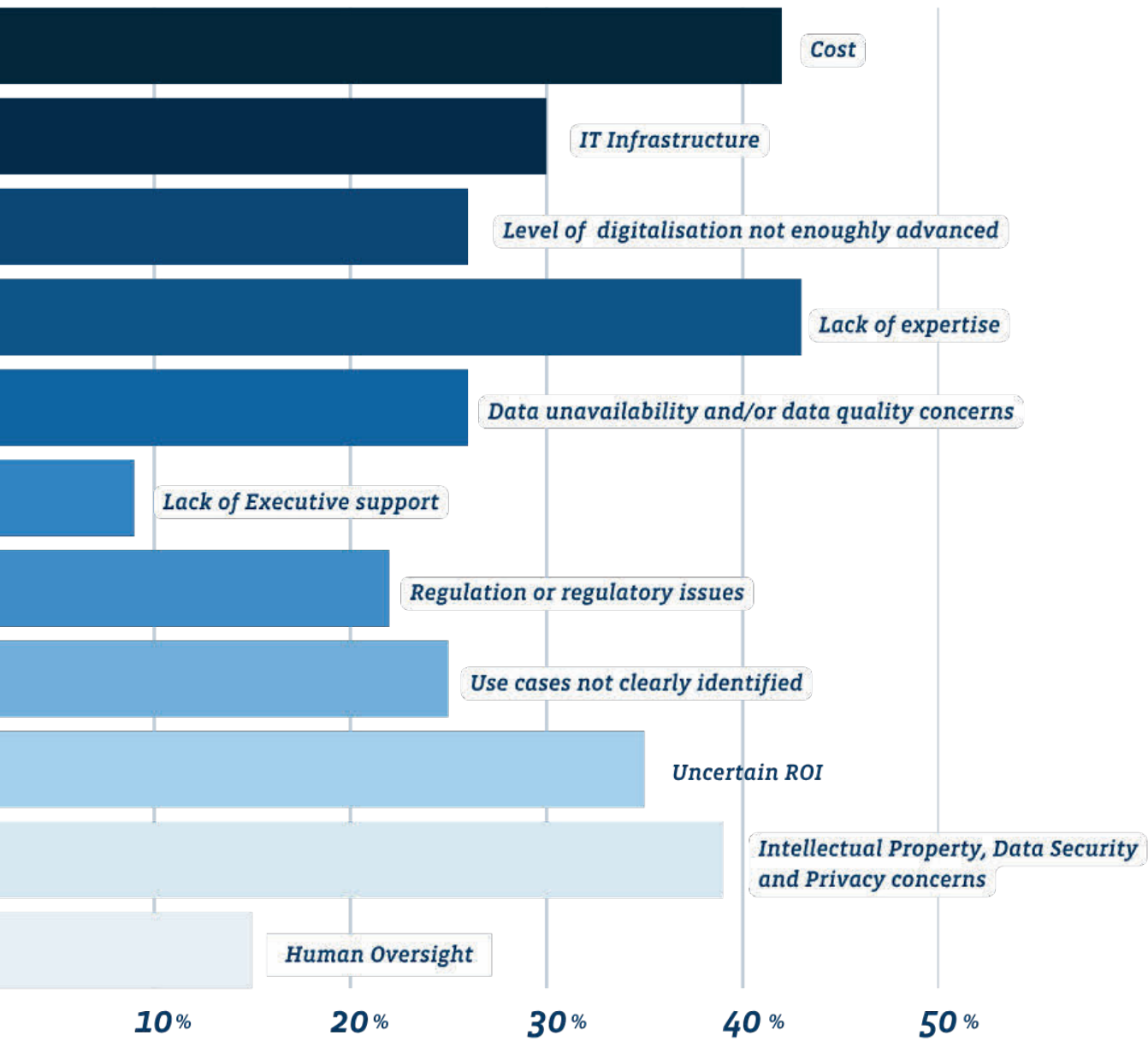
*Clear rules on data usage, access and protection.
Alignment with security, compliance and ethical requirements.*

ROAD to AI means moving from data accumulation to data mastery.
Without solid data foundations, AI may accelerate wrong conclusions instead of better decisions.

Tips to perform meaningful data analysis

- Start with simple, well-defined use cases before scaling.
- Focus on data quality improvements before model sophistication.
- Regularly question data assumptions and limitations.
- Combine technical analysis with business interpretation.
- Treat data and AI as learning processes, not one-off projects.

TOP CHALLENGES TO BE OVERCOME FOR ADOPTING AI



Graphic 6

Structural barriers holding AI back to scale

The barriers to AI adoption identified in 2026 show strong continuity with those observed in 2025. The main obstacles are no longer related to lack of interest or awareness, but to structural and foundational constraints that continue to hinder large-scale deployment.

A persistent lack of expertise remains the most significant challenge. Despite the growing number of pilot projects, many organisations still face difficulties in accessing or developing skills in data analytics, AI engineering and change management. Skills availability therefore continues to act as a critical bottleneck for scaling AI initiatives.

What alternative approach to this? (read the box below)

At the same time, cost has gained prominence as a barrier compared to 2025, reflecting a clear maturity effect. As companies move from pilots to industrialisation, decision-makers develop a more realistic understanding of the total cost of ownership of AI, encompassing data preparation, IT infrastructure, cloud or local hosting, cybersecurity, governance frameworks and specialised skills.

In parallel, insufficient levels of digitalisation and data-related constraints remain major impediments, reinforcing earlier findings on data readiness. These limitations continue to restrict the ability to deploy AI solutions reliably and at scale.

While AI's potential is increasingly well understood, uncertainty around ROI and difficulties in identifying high-value use cases still constrain adoption. Many organisations struggle to prioritise applications with clear business impact and to build robust, evidence-based business cases.

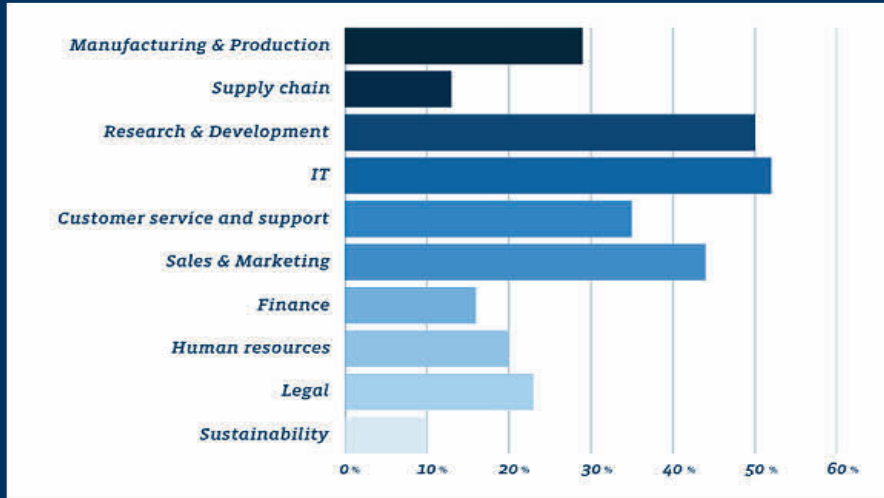
Concerns related to intellectual property, data security and privacy have become embedded constraints, further amplified by the rapid diffusion of GenAI. These issues, combined with questions of human oversight and organisational readiness, continue to shape adoption decisions.

Taken together, the comparison between 2025 and 2026 points to a stabilisation of barriers, rather than their resolution. The challenge for companies has shifted from discovering AI to creating the enabling conditions, skills, digital maturity, data readiness and governance, required for sustainable and scalable deployment.

Leveraging the ecosystem to overcome expertise constraints

The challenge lies in the breadth of specialised knowledge required and the unprecedented speed at which AI technologies evolve. Developing and maintaining cutting-edge expertise across all relevant domains is no longer realistic for individual organisations. In this context, external collaboration becomes a strategic necessity. Companies that engage more deeply with the innovation ecosystem consistently display higher levels of AI maturity, highlighting the value of partnerships, knowledge sharing and ecosystem-driven support.

CORPORATE FUNCTIONS ADOPTING AI



Graphic 7

Function-driven AI adoption: where value comes first

The survey findings indicate that AI adoption within organisations exhibits a gradual and function-driven diffusion pattern, as opposed to a simultaneous, enterprise-wide implementation.

AI adoption is most advanced in functions where productivity gains are immediate, experimentation is relatively straightforward, and risks remain contained

Consistent with the previous year's results, **IT and digital functions are at the forefront of AI adoption**. These functions serve as enablers, possessing the requisite technical skills, infrastructure control, and responsibility for system integration.

Since last year, AI adoption has also further expanded across knowledge-intensive support functions including marketing and communication, HR, finance and customer-facing activities. In these areas, AI, particularly GenAI, is primarily mobilised as a productivity-enhancing tool.

By contrast, operational and core business functions show a more selective adoption profile. Operations, production, logistics and supply-chain functions increasingly rely on AI for predictive, optimisation and quality-related use cases, typically when data availability and integration levels are sufficiently mature. In these functions, adoption is less exploratory and more directly tied to measurable business impact.

Compared with the 2025 survey, the 2026 results do not indicate a radical redistribution of AI adoption across corporate functions, but rather a broadening and deepening of existing patterns.

In 2025, AI adoption remained largely concentrated within IT, data and selected operational functions, with limited spill-over into support functions.

In 2026, while these core functions remain leading adopters, AI usage has expanded more visibly across business support and transversal functions, largely driven by the widespread availability of GenAI tools.

More broadly, the comparison highlights a progressive normalised AI usage across functions, following a bottom-up logic centered on value creation rather than a top-down transformation. AI is increasingly emerging first where it delivers immediate value, with GenAI acting as a transversal accelerator, while structural constraints identified earlier, particularly skills, data readiness and governance, continue to shape both the pace and scope of adoption.

AI USE CASES: EMERGING TRENDS AND INSIGHTS

From hype to impact: AI's shift to practical value

The use cases described by respondents in 2026 illustrate a clear shift from exploratory or experimental pilots towards practical, operational and productivity-oriented applications.

AI is no longer primarily tested for its technological novelty, but increasingly deployed to support concrete business activities, often with limited complexity and rapid time-to-value.

- 1. Automation of administrative and knowledge-intensive tasks:** A first dominant group of use cases relates the automation of administrative and knowledge-intensive tasks. Many organisations report using AI, particularly GenAI tools, for document drafting, summarisation, classification and analysis. Typical applications include the preparation of reports, emails, contracts, technical documentation, internal procedures and compliance-related documents. These use cases are widely adopted across functions and sectors, as they directly enhance individual productivity gains with relatively low implementation effort.
- 2. AI-powered chatbots and virtual assistants:** A second recurring category concerns the use of AI-powered chatbots and virtual assistants, deployed both internally and externally. Internally, chatbots are used to support employees through IT helpdesks, HR services, onboarding processes, training support or internal knowledge management. Externally, they are increasingly mobilised for customer service and first-line support, helping organisations to handle recurrent requests, improve responsiveness and reduce workload on human teams.
- 3. Translation and multilingual content generation:** Another frequently mentioned group of use cases features translation and multilingual content generation, particularly in international or multilingual environments. AI is used to translate technical documentation, marketing content, internal communications and operational guidelines, thereby supporting cross-border collaboration and standardisation.
- 4. Process optimisation, analytics and decision support:** Beyond productivity-oriented applications, another major family of use cases relates to process optimisation, analytics and decision support. Reported use cases include forecasting, predictive maintenance, quality monitoring, anomaly detection, demand prediction and operational optimisation. These applications typically rely on structured data and are more prevalent in organisations that have already invested in data integration and analytics capabilities.
- 5. Support for R&D, product development and engineering:** Finally, a more limited but recurrent set of responses refers to AI support for R&D, product development and engineering, including simulation, design optimisation, code assistance and testing automation. These use cases are generally more advanced and concentrated among organisations with higher digital and data maturity.



Key evolution trends since 2025

Compared to the 2025 edition, AI use cases have clearly matured. Last year responses were often framed around exploratory initiatives or pilot projects and a significant share of respondents indicated difficulties in identifying concrete AI applications. By contrast, in 2026, the diversity and concreteness of reported use cases suggest that **organisations now have a sharper understanding of where AI creates tangible value**. This evolution is reinforced by the marked decline of “use cases not clearly identified” as a barrier, as observed in the analysis of adoption constraints.

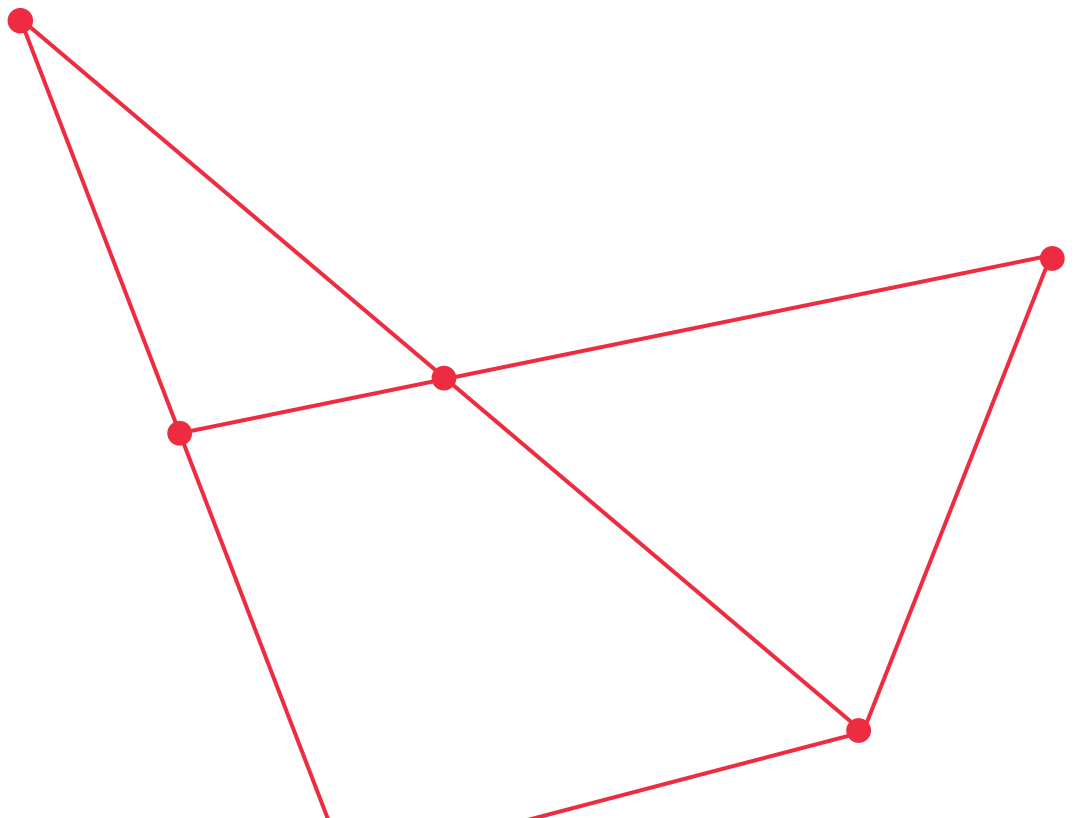
Another notable evolution is the prominence of GenAI-driven productivity use cases in 2026. Although already present in 2025, GenAI use has clearly intensified and spread across functions. Organisations increasingly recognise AI’s ability to deliver immediate productivity gains, even without deep technical integration or complex data pipelines.

At the same time, more advanced and data-driven industrial use cases continue to expand, but at a more gradual pace, reflecting ongoing constraints related to data quality, integration, governance and ROI.

Key takeaways

The provided use cases confirm that AI adoption in 2026 is firmly anchored in practical value creation. Organisations are moving away from abstract experimentation and focusing on use cases that enhance productivity, support decision-making and optimise processes. GenAI acts as a powerful accelerator by lowering entry barriers, while more advanced industrial and analytical use cases continue to depend on data maturity and integration capabilities.

The findings illustrate a pragmatic and learning-driven adoption trajectory, where AI is increasingly perceived as a tool to support everyday business activities rather than as a standalone innovation project.



TANGIBLE AND PERCEIVED BENEFITS OF AI ADOPTION IN COMPANIES: TRENDS AND INSIGHTS

Productivity gains and quality as a major adoption driver

We asked the respondents to explain the benefits that AI has brought to their companies when implemented. The feedback provided in 2026 indicates that AI has generally delivered tangible and measurable benefits to organisations, with a strong emphasis on efficiency, productivity and time savings. A clear majority of respondents report that AI has either met or exceeded their initial expectations, particularly for use cases that were well scoped and aligned with operational needs.

- 1. Productivity gains and time savings:** A first recurring theme relates to productivity gains and time savings. Many organisations report that AI has significantly reduced the time required to perform repetitive, administrative or knowledge-intensive tasks, such as document drafting, analysis, reporting, data processing and information retrieval. Respondents frequently mention that AI enables employees to focus on higher value-added activities, improving overall efficiency without replacing human roles.
- 2. Process efficiency and quality improvement:** A second major theme concerns process efficiency and quality improvement. Respondents highlight improvements in process consistency, accuracy and reliability, particularly in areas such as data analysis, quality control, forecasting and decision support. Several organisations note that AI has improved the quality of outputs, reduced error rates and increased responsiveness in operational and support functions.
- 3. Decision-making and insight generation:** A third category of feedback relates to decision-making and insight generation. AI is described as supporting faster and more informed decisions through better data analysis, predictive capabilities and enhanced visibility on operations. In some cases, AI has enabled more proactive management of risks, performance and resources.
- 4. Cost reductions or efficiency gains:** From a business impact perspective, some respondents explicitly mention cost reductions or efficiency gains translating into financial benefits, although these effects are often described as indirect or progressive rather than immediate. Others underline qualitative benefits such as improved internal collaboration, better access to knowledge and enhanced employee satisfaction.
5. At the same time, a number of respondents indicate that expectations have only been partially met. The main reasons cited include data quality or availability issues, integration challenges with existing IT systems, limited scalability of pilot projects, or the need for further training and change management. In these cases, AI is still perceived as promising, but not yet fully delivering its potential.
6. A smaller share of respondents report that AI has not yet met expectations, typically because use cases remain at an early stage, benefits are difficult to quantify, or organisational readiness (skills, governance, processes) is still insufficient.

Focus on the manufacturing sector

In manufacturing contexts, feedback frequently highlights improvements in process monitoring, quality control, predictive maintenance and operational efficiency. However, respondents also stress that industrial use cases require high-quality data, robust integration with production systems and longer implementation timelines to fully deliver expected benefits.

Key takeaways

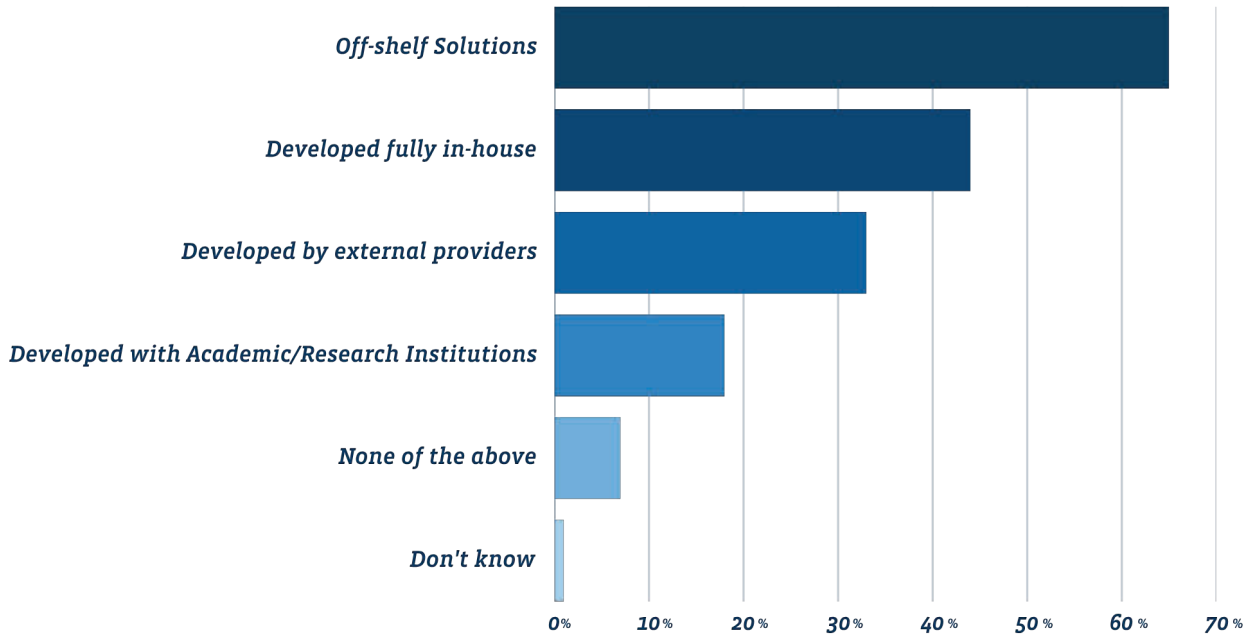
AI is increasingly perceived as a practical and value-generating tool, rather than a purely experimental technology. The feedback illustrates a shift from promise to practice, as organisations gain a precise understanding of where AI creates value and where its limitations lie.

However, the findings also reinforce a central message of the survey: AI impact is conditional. Without sufficient data quality, integration, governance and skills, benefits remain constrained.

The **FEDIL AI Forum** is a dedicated platform launched in early 2024 by FEDIL to bring together its members around the topic of Artificial Intelligence. Open to AI users, developers, and integrators, the forum meets three times a year and serves as a collaborative space to share best practices, explore use cases, and discuss regulatory developments such as the EU AI Act. It also acts as a channel for collecting concerns and insights from companies, which FEDIL relays to national and European policymakers to help shape a supportive framework for AI innovation and adoption.

For further information, contact Céline Tarraube, Adviser Digital & Innovation at FEDIL (celine.tarraube@fedil.lu).

SOURCES OF USED AI SOLUTIONS IN COMPANIES



Graphic 8

Multifaceted landscape dominating, ICT strong in in-house

To gain a deeper understanding of AI implementation within companies, it is crucial to examine the sources of AI tools and systems being utilised.

The 2026 survey findings confirm that organisations continue to rely on a diversified mix of sourcing models for their AI solutions, reflecting a pragmatic and flexible approach to accessing AI capabilities.

The three dominant channels remain off-the-shelf products, in-house development, and external providers, jointly used by the vast majority of respondents. This indicates a high degree of continuity in the overall structure of the AI supply landscape.

However, a closer look at the data reveals a gradual shift in preferences. Most sourcing options show a relative decrease in use compared to 2025, notably off-the-shelf and fully in-house developed solutions, reflecting a normalisation effect as the scope of respondents grows and AI adoption expands beyond early adopters, rather than a disengagement from AI.

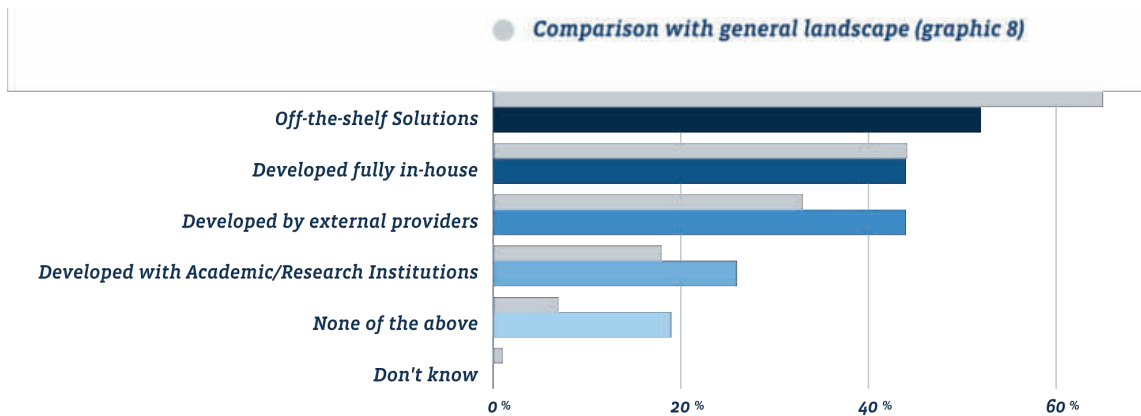
In contrast, the use of external AI providers is the only sourcing model that has not declined, signalling a clear trend towards outsourcing and service-based access to AI capabilities. This evolution is fully consistent with the barriers identified earlier in the survey, where cost, the availability of skilled talent and uncertainty around return on investment were cited as major barriers to in-house implementation.

Despite these relative changes, the overall hierarchy of the sourcing landscape remains largely stable. Off-the-shelf solutions continue to be the most common choice, in-house development remains concentrated among a limited group of organisations, and collaboration with academia or public research institutions persists a niche channel.

Focus on manufacturing and ICT sectors

Manufacturing sector

In the manufacturing sector, AI sourcing strategies remain highly pragmatic and operationally driven. Off-the-shelf solutions continue to play a central role, particularly where they can be integrated into existing industrial systems and processes. Fully in-house developed AI solutions remain strongly correlated with company size. Larger manufacturing companies are far more likely to develop AI internally, as they have the necessary financial, technical and human resources to do so. Collaboration with academic or research institutions appears mainly among large manufacturing companies, often in the context of R&D-intensive or long-term innovation projects. This reveals a structural challenge: for SMEs, such collaborations are still perceived as difficult to access, whether due to lack of awareness, limited internal capabilities or perceived administrative complexity.

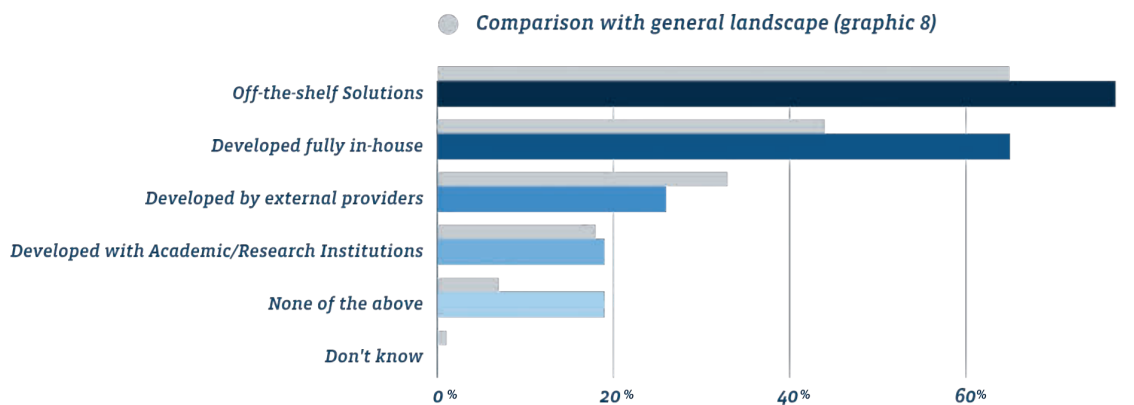


Graphic 9

ICT sector

The ICT sector displays a distinctly different pattern, with noticeable changes in the relative shape of sourcing compared to 2025. In 2026, ICT companies show a clear shift away from fully in-house development, increasingly favouring the purchase and integration of market-ready solutions and services. This reflects a higher level of market awareness: ICT players are often more familiar with what is available market offerings and are therefore less inclined to “reinvent the wheel” and develop solutions from scratch.

Two complementary drivers explain this evolution. On the one hand, ICT companies increasingly recognise that developing AI solutions fully in-house is highly resource-consuming, complex and costly, even for technically mature organisations. On the other hand, the AI and GenAI market offering has expanded significantly, with a wide range of competitive, scalable and rapidly improving solutions now available.



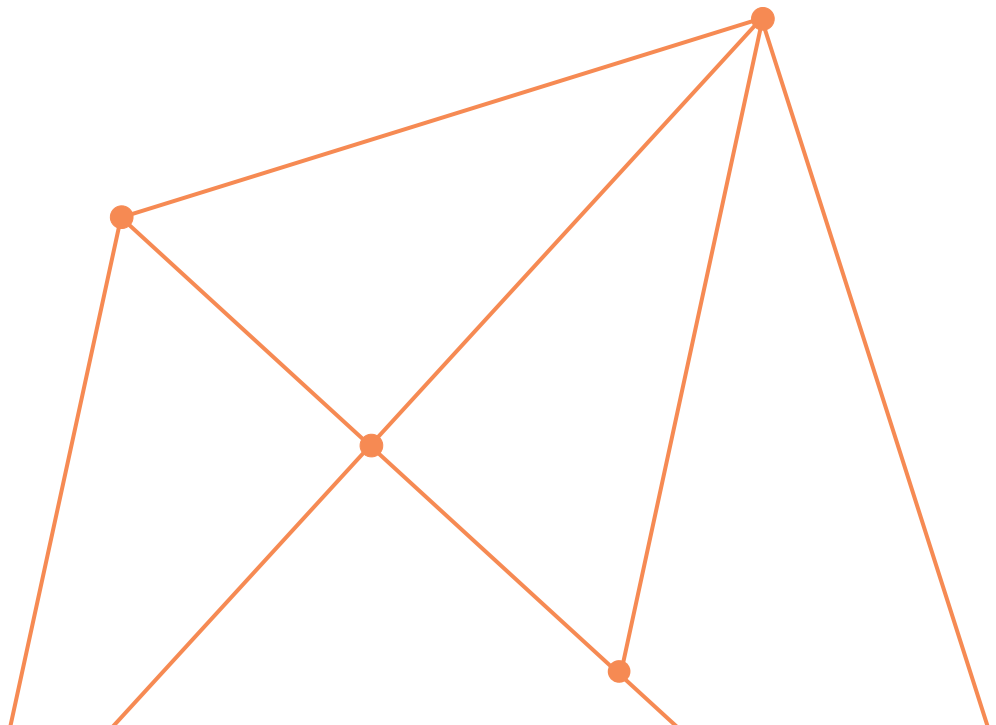
Graphic 10

Off-the-shelf AI solutions: dominant ecosystems and hybrid strategies

In 2026, off-the-shelf AI solutions are characterised by a strong preference for widely available, scalable and enterprise-ready platforms, most often integrated into existing IT environments. The sourcing landscape shows a clear concentration around a limited number of dominant ecosystems, complemented by a range of more specialised tools addressing specific business needs.

- **Large language model-based platforms and GenAI assistants:** A first and most frequently cited solutions revolve around Large Language Model platforms and GenAI assistants. Solutions from the Microsoft ecosystem, most notably Microsoft Copilot and Azure OpenAI-based services, are particularly prominent, benefiting from deep integration with workplace tools and enterprise-level security frameworks. OpenAI's ChatGPT also features extensively, both through its public interface and via enterprise or API-based deployments. Other GenAI platforms, including Google's solutions and alternative LLM providers, appear less frequently but remain present within the ecosystem.
- **Cloud-based AI and data platforms:** A second group of off-the-shelf solutions concerns cloud-based AI and data platforms. Respondents refer to major cloud providers offering pre-built AI services, including machine learning, analytics, natural language processing and computer vision capabilities. These platforms are typically used to accelerate development, experimentation and deployment without the need to build models entirely in-house.
- **Specialised AI software solutions:** Specialised AI applications targeting specific functions or use cases form a third group targeting specific business functions or use cases. These include tools for document processing, intelligent search, customer support chatbots, robotic process automation, predictive analytics, quality control and industrial optimisation. Such solutions are often described as being integrated into ERP, CRM or production systems, reinforcing their operational relevance.
- **Open-source and semi-commercial solutions:** Several respondents also mention open-source or semi-commercial solutions, sometimes combined with commercial support or internal hosting, particularly where flexibility, transparency or cost considerations are important.

The responses indicate that organisations tend to adopt a hybrid approach, combining mainstream off-the-shelf AI and GenAI platforms with more specialised solutions depending on business priorities. The choice of solutions is frequently influenced by ease of integration, security, compliance, scalability and alignment with existing IT ecosystems, rather than by a single dominant sourcing model.



KNOWLEDGE OF AI ECOSYSTEM IN LUXEMBOURG

A technology first approach to the AI ecosystem

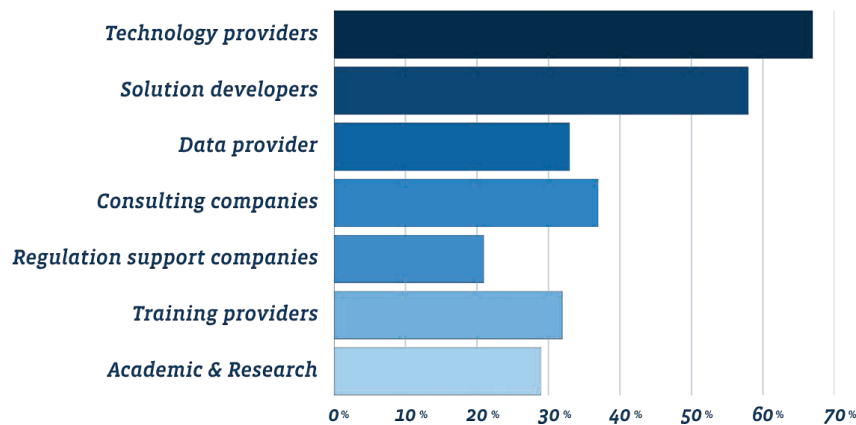
The responses show a moderate and uneven level of familiarity with the AI ecosystem in Luxembourg, varying significantly depending on the type of actor considered.

A large majority of respondents indicate being familiar with AI technology providers (67% of respondents), suggesting that companies generally have strong visibility on commercial AI solution providers and vendors, particularly those offering off-the-shelf tools, platforms and cloud-based AI services. These actors represent the most immediate and tangible access point to AI for many organisations, which is consistent with the results of the previous questions.

Familiarity with the public and semi-public support ecosystem is more moderate. 53% of respondents report being familiar with stakeholders such as Luxinnovation, research institutes, competence centres and other public support organisations. While these actors are relatively well identified, a significant share of companies remain only partially connected to the institutional AI support landscape.

Familiarity with consulting firms and other commercial support providers is more limited still. Only 37% of respondents indicate being familiar with this segment of the ecosystem, suggesting that advisory and consultancy services related to AI are either less visible or less systematically mobilised by companies.

These findings show that ecosystem awareness is strongest for technology providers, more moderate for public support actors, and weakest for consulting and advisory services. This pattern suggests that **companies primarily engage with AI through concrete solutions and tools, while broader ecosystem support and advisory services remain comparatively under-exploited or less clearly positioned.**



Graphic 11

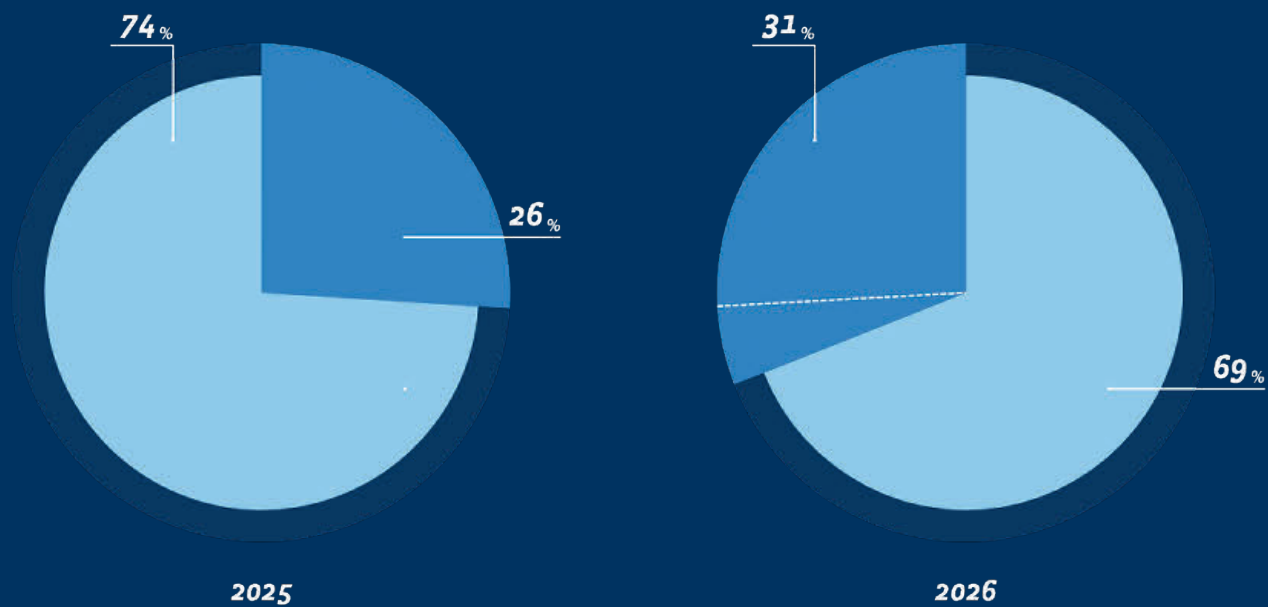
The importance of the ecosystem

An analysis of survey responses (Graphic 2, Graphic 11 and Graphic 12) measuring digital maturity, awareness, and innovation activity reveals a strong, statistically significant positive correlation between a company's awareness of government AI support programmes in Luxembourg and its level of innovation. Companies aware of these support mechanisms are not only more innovative but also more collaborative and further along in their AI adoption journey.

- **Enhanced collaboration:** Aware companies engage with a significantly wider range of external partners, such as universities and research centres. On average, they collaborate with nearly four different partner types, compared to just over two for companies unaware of the available support.
- **Advanced AI adoption:** This awareness also correlates with a higher level of AI maturity (maturity score from 0 to 5 calculated based on Graphic 2 correspondent responses). The average maturity score for aware companies is 2.3, placing them firmly in the "Exploring" phase of AI implementation. In contrast, the unaware group scores an average of 1.69, suggesting they are at a much earlier stage, with many having no concrete plans for adopting AI.

GOVERNMENT SUPPORT MECHANISMS AWARENESS

- *Yes, companies are aware of existing Government support mechanisms to implement AI.*
- *No, companies are not aware of existing Government support mechanisms to implement AI.*



Graphic 12

Broadening AI support awareness across companies

Our survey shows an improvement in awareness of government support mechanisms for AI implementation compared to previous years, indicating that ongoing communication and outreach efforts are starting to deliver tangible results.

A clear size-related contrast emerges from the data. Among companies with more than 100 employees, awareness has increased substantially, from 17% to 40%. By contrast, the situation remains more challenging for small companies and micro-enterprises. For organisations with fewer than 100 employees, awareness has also progressed, albeit more gradually, from 21% to 26%. This more modest progression highlights persistent structural constraints in smaller organisations, notably limited internal capacity, lack of dedicated staff to monitor public programmes, and lower availability to engage with support ecosystems and institutional communication.

The consistent improvement in overall awareness marks a significant step forward, highlighting the growing success of communication efforts. This progress creates a clear opportunity to refine Government support communication strategy further by focusing on small SMEs. By developing tailored outreach programmes, simplifying key messages and providing localised support, public stakeholders better address the specific needs and resource constraints of smaller organisations.

WIDELY RECOGNISED SUPPORT MECHANISMS

Growing awareness of support mechanisms

Awareness of AI-related support mechanisms in Luxembourg remains largely concentrated around a limited number of well-established public programmes and institutions. Recognition is strongest for the most visible national initiatives, which continue to act as primary reference points for companies engaging with AI.

Among these, Fit 4 AI stands out as the most widely identified programme, cited by 50% of respondents. Even though it was launched recently, the AI Factory is already mentioned by approximately 30% of respondents. Other frequently referenced mechanisms include Fit 4 Digital, general SME Packages (around 20% of responses), as well as RDI grants and public subsidies supporting innovation and digital transformation. These instruments are mainly perceived as key entry points for financial support and structured project development.

Luxinnovation features prominently as a central ecosystem actor. Companies associate it particularly with innovation advisory services, guidance in identifying relevant funding opportunities, and support for AI and broader digital transformation projects.

A more limited number of respondents refer to research institutes and competence centres, primarily in the context of applied research activities or pilot projects. Training and awareness initiatives, such as workshops and seminars on AI and digital skills, are mentioned less frequently and are more often associated with upskilling objectives rather than direct implementation support.

Disclaimer : This question generated 40 responses and was formulated as an open-ended question, without predefined options. As a result, responses reflect spontaneous recall of support mechanisms and provide insight into relative visibility rather than exhaustive awareness across the ecosystem.



Graphic 13

The Luxembourg AI Factory supports all companies in their adoption process of Artificial Intelligence, regardless of their level of maturity. As a one-stop shop, it provides tailored guidance with access to assessment, training, data, sovereign infrastructure and connections with the local and European AI ecosystem. Discover all the services available at:

<https://aifactory.lu/>



Key takeaways

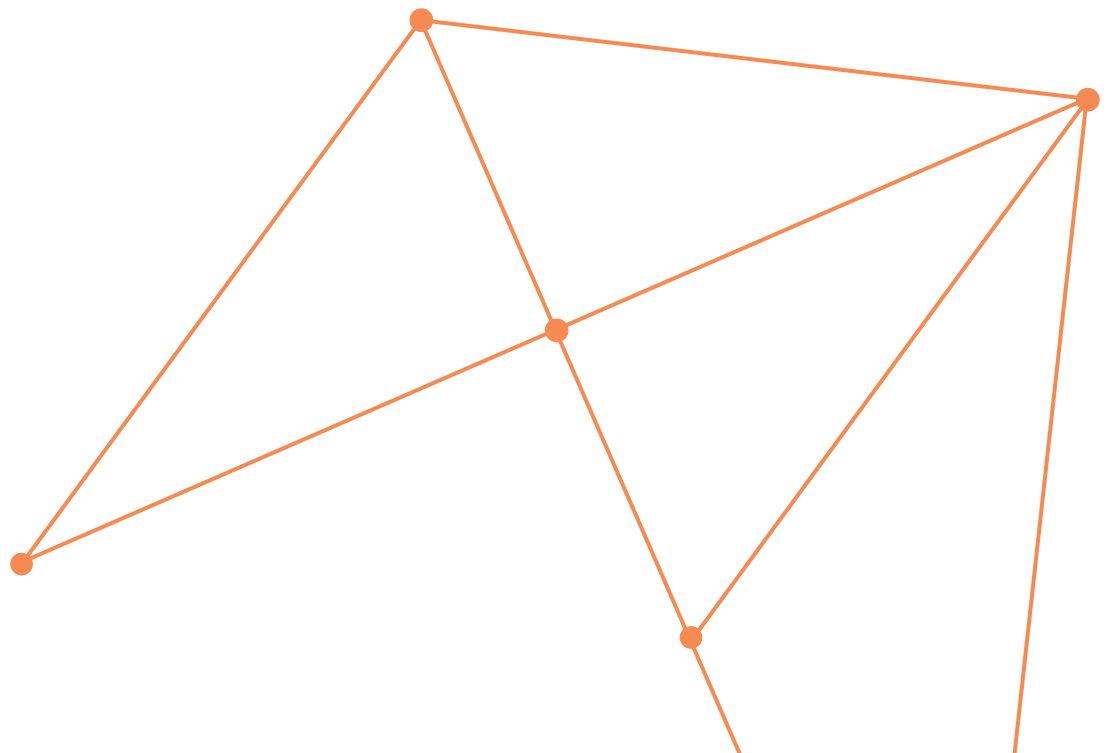
A strong foundation for growth: connecting AI support with ecosystem

A combined reading of the survey sections addressing ecosystem engagement and public support mechanisms reveals a progressive narrowing of awareness as companies move from general ecosystem recognition to concrete knowledge of public support mechanisms. A majority of businesses are already familiar with AI technology providers and key institutional players, providing a solid baseline for deeper and more structured engagement.

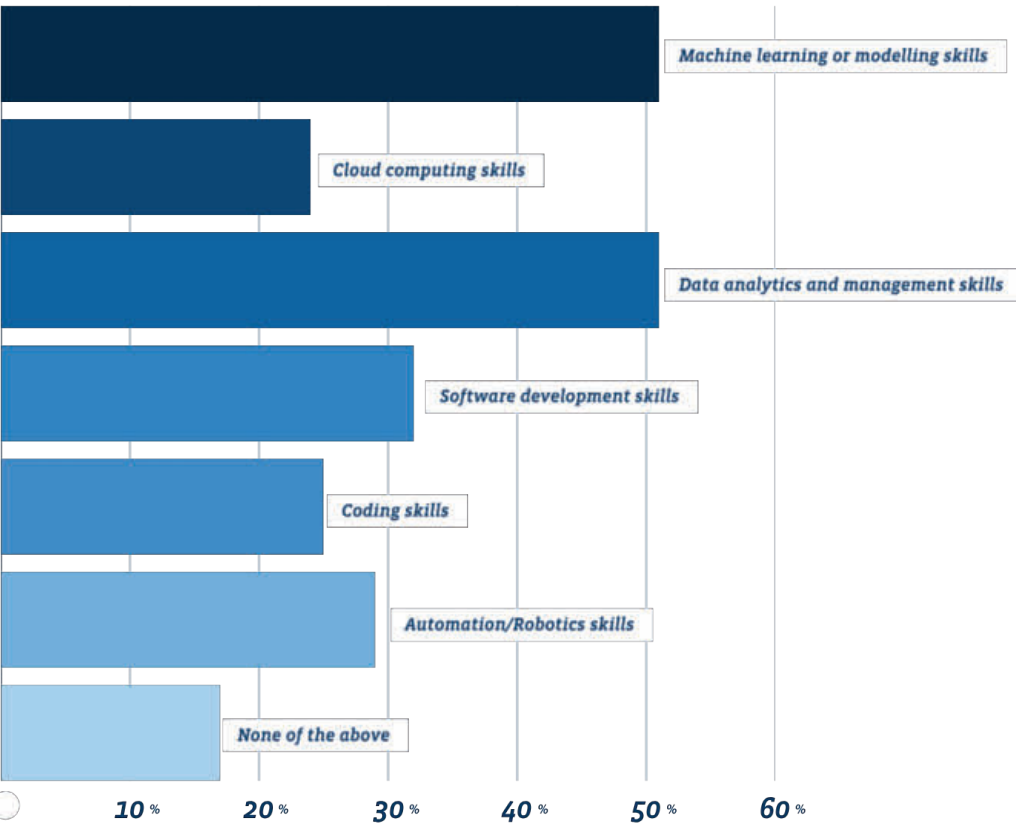
Around one third of respondents state that they are aware of public support mechanisms to implement AI, responses consistently show that this awareness is largely concentrated around a number of well-established programmes and institutions.

The visibility of flagship programmes such as Fit 4 AI combined with the central advisory role of Luxinnovation demonstrate the success of existing support initiatives. These well-known entry points serve as powerful and effective models for guiding companies toward successful AI implementation.

The next step is to build on this momentum. By amplifying the visibility and the clarity of the full range of available public support mechanisms, every company's interest in AI can be matched with a clear, accessible and actionable pathways to action. This strategic focus on communication and outreach will empower more businesses to leverage existing resources, and in turn, accelerating AI adoption across the entire economy.



REQUIRED AI SKILLS



Graphic 14

Skills gaps: structural constraints, gradual capacity building

The comparison of the 2025 and 2026 results shows that the overall structure of perceived skills gaps remains largely unchanged, even as their intensity declines across most categories in 2026.

Across both survey editions, respondents consistently identify technical and data-related skills as the main bottlenecks for AI implementation. Machine learning and AI modelling skills, data analytics and data management, and software development-related skills remain at the top of the list. These findings underline that the core technical foundations capabilities required to design, deploy, and scale AI solutions are still perceived as insufficiently available. A notable disconnect further emerges: between 45% and 48% of the companies reporting a shortage in machine learning and data analytics skills also state that they do not know the relevant training providers. This points to a dual challenge, combining talent scarcity with limited visibility of upskilling and reskilling opportunities. Skills therefore continue to represent a structural constraint, even though organisations are progressively building internal capacity.

However, the share of respondents selecting these skills as lacking is systematically lower in 2026 than in 2025. This downward trend indicates that an increasing number of organisations have either developed internal competencies, secured access to external expertise, or improved their understanding of AI technologies through experimentation and early deployments.

The comparison confirms that skills shortages remain a structural challenge, but one that is evolving rather than worsening. The stability of similar rankings across both years shows continuity in needs, while the lower figures in 2026 reflect progressive learning effects, capacity building, and ecosystem maturation.

This data underscores that addressing the skills gaps remain essential to facilitate AI adoption and ensure that companies can effectively leverage AI technologies.

KNOWLEDGE LEVEL OF THE ARTIFICIAL INTELLIGENCE ACT (AI ACT)

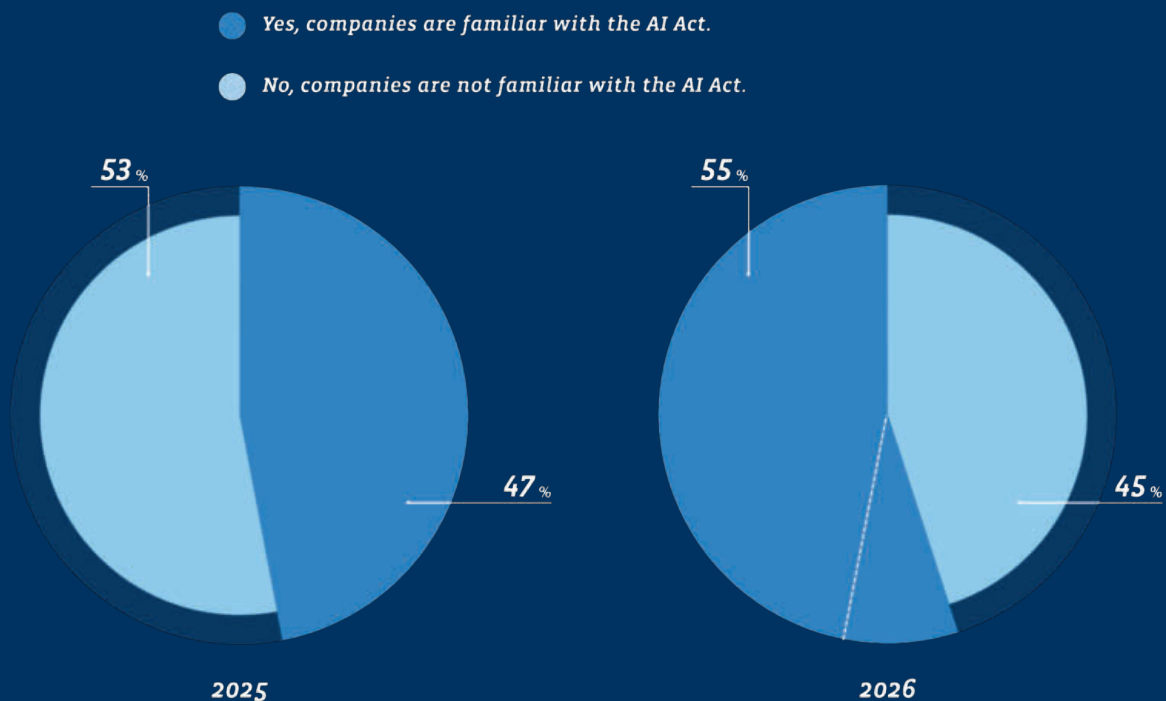
The AI Act: growing awareness, persistent operational complexity

Familiarity with the European AI Act has increased between 2025 and 2026, indicating a progressive rise in regulatory awareness among companies. This evolution is likely driven by more frequent public discussions at EU level, broader media coverage and the growing presence of the AI Act in ecosystem-level exchanges around AI adoption.

Despite this positive dynamic, a substantial share of organisations remains unfamiliar with the AI Act in 2026. This situation points to a persistent gap between the rapid pace of AI deployment and the level of regulatory preparedness within companies. For many organisations, the AI Act continues to be perceived as complex, abstract or insufficiently operational, particularly in the absence of clear translation into concrete business obligations. This perception underscores the need for continued support and guidance to facilitate its practical implementation.

While regulatory awareness has undeniably progressed since 2025, it has done so from a low baseline and still lags behind the speed at which AI technologies are being adopted. This gap is especially visible among smaller organisations, which tend to prioritise experimentation and operational use cases over compliance considerations.

The central challenge now lies in moving beyond general awareness towards a practical, actionable understanding of regulatory requirements. Supporting companies in translating the AI Act into concrete governance, risk management and compliance practices will be essential to ensure that AI adoption and regulatory readiness evolve in parallel, rather than at diverging speeds.

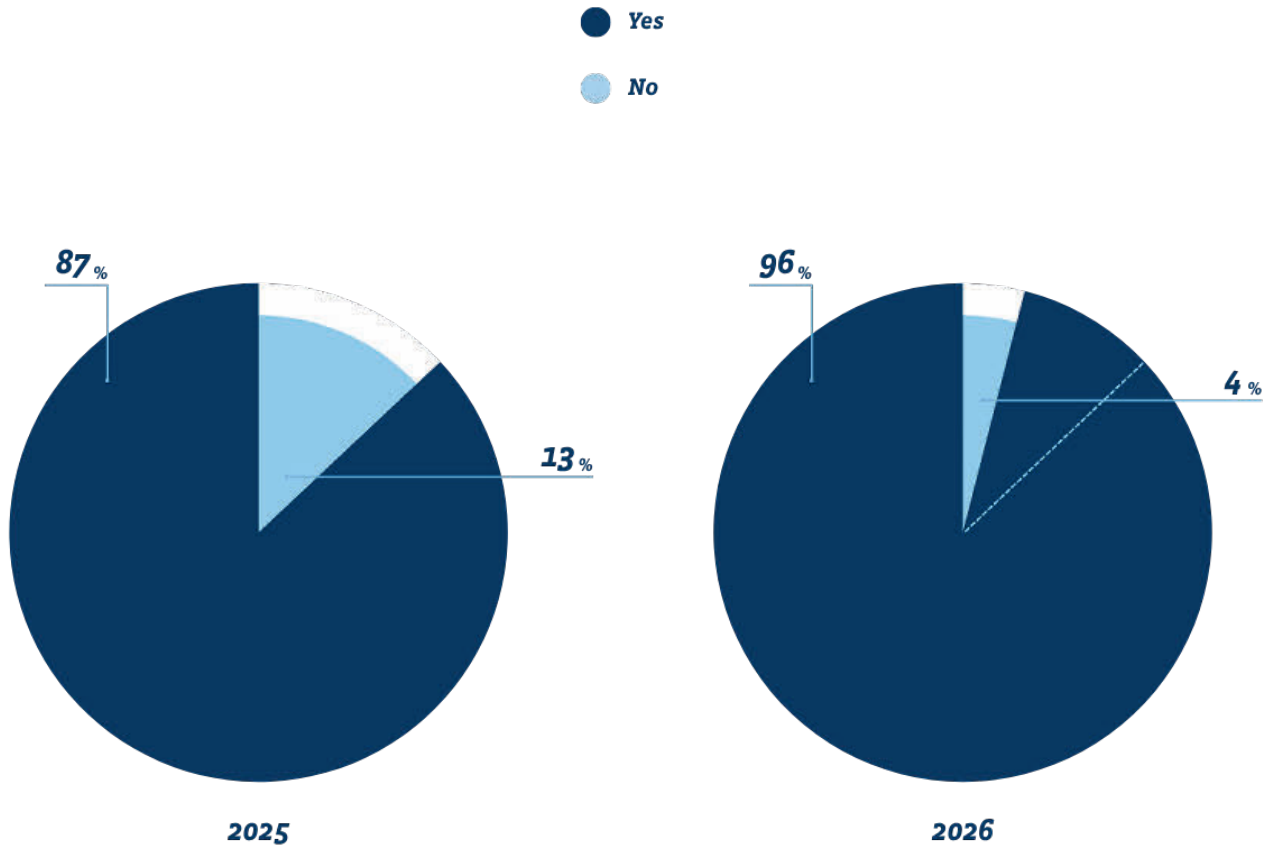


Graphic 15

The EU Artificial Intelligence Act

The EU AI Act is the world's first comprehensive framework for regulating Artificial Intelligence. It aims to ensure that AI systems in the EU are safe, respect fundamental rights, and build trust in innovation. Based on a risk-based approach, it classifies AI systems into four levels, unacceptable, high, limited, and minimal risk, with stricter rules for high-risk applications. The AI Act is part of the EU's broader digital agenda, including the Digital Omnibus package, which seeks to streamline and align digital regulations. Together, these initiatives aim to promote trustworthy, human-centric AI while supporting innovation and competitiveness across Europe.

USE OF GENAI PUBLIC TOOLS AMONG EMPLOYEES



Graphic 16

Mainstream adoption

GenAI has rapidly become a natural extension of everyday digital tools in the workplace, largely driven by its ease of access and by the fact that employees are bringing into their professional environment the same tools they already use in their personal lives. In 2026, GenAI is no longer perceived as an experimental or niche technology, but as a standard productivity instrument that employees increasingly expect to be able to use at work, much like at home.

This widespread adoption is strongly fuelled by the consumer-grade, intuitive nature of GenAI tools, which makes them accessible to a broad range of profiles and suitable for many everyday professional tasks, without requiring technical expertise. As a result, GenAI usage has become mainstream across company sizes, sectors and job profiles, driven as much by user expectation as by organisational initiatives.

This accelerated normalisation of GenAI usage, however, raises important questions about how organisations are adapting their internal frameworks to this new reality.

CORPORATE POLICIES REGARDING GENAI

GenAI embraced, governance delayed

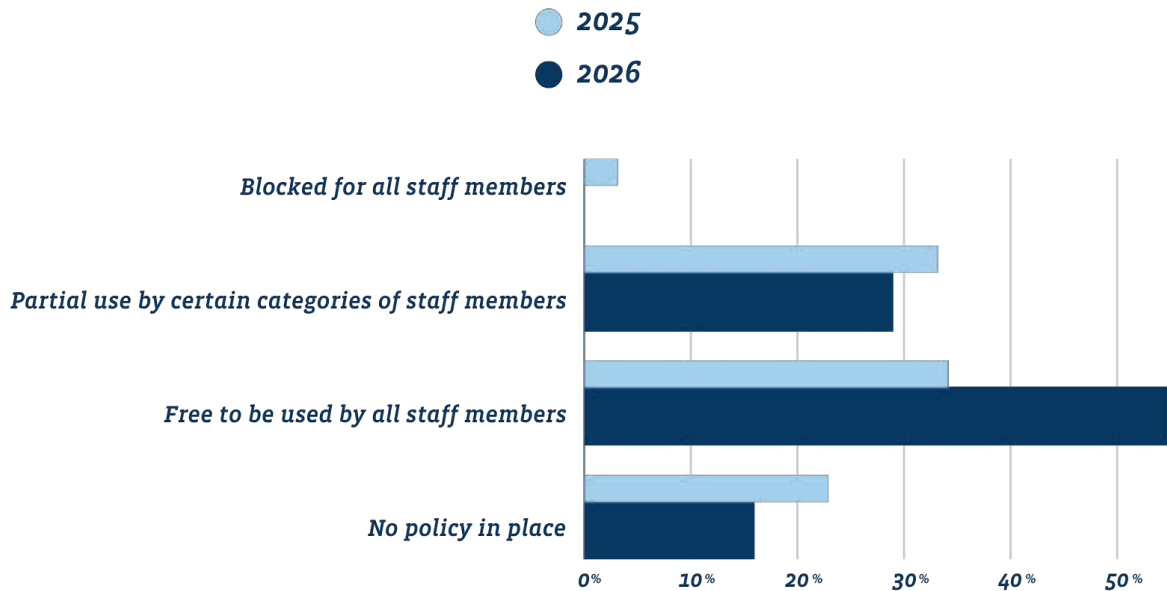
Organisational attitudes towards GenAI have undergone a clear shift compared to 2025. In 2026, the share of organisations blocking GenAI has dropped to a marginal level, whereas restrictive or prohibitive approaches were still present the previous year. This evolution reflects a broad recognition that GenAI has become a must-use tool, and that banning it is neither effective nor sustainable given its deep integration into daily professional practices and employee expectations.

However, formal governance frameworks have not progressed at the same pace. *The proportion of companies without a dedicated GenAI policy remains high and largely unchanged compared to 2025.*

In practice, many organisations allow GenAI usage, but without having yet defined clear internal rules, guidelines or governance structures to frame how these tools should be used.

This situation reveals a structural gap between acceptance and governance. While GenAI is widely recognised as valuable and unavoidable, many organisations have not yet translated this acceptance into formal policies addressing critical issues such as data protection, security, compliance, acceptable use and human oversight. This does not contradict the broader progress observed in AI governance overall but highlights a specific lag when it comes to formalising GenAI-specific usage rules.

The evolution between 2025 and 2026 therefore confirms a normalisation of GenAI usage within organisations, paired with a persistent governance challenge. Bridging this gap will require targeted support and guidance to help companies move from implicit, user-driven adoption towards structured, secure and compliant GenAI usage.



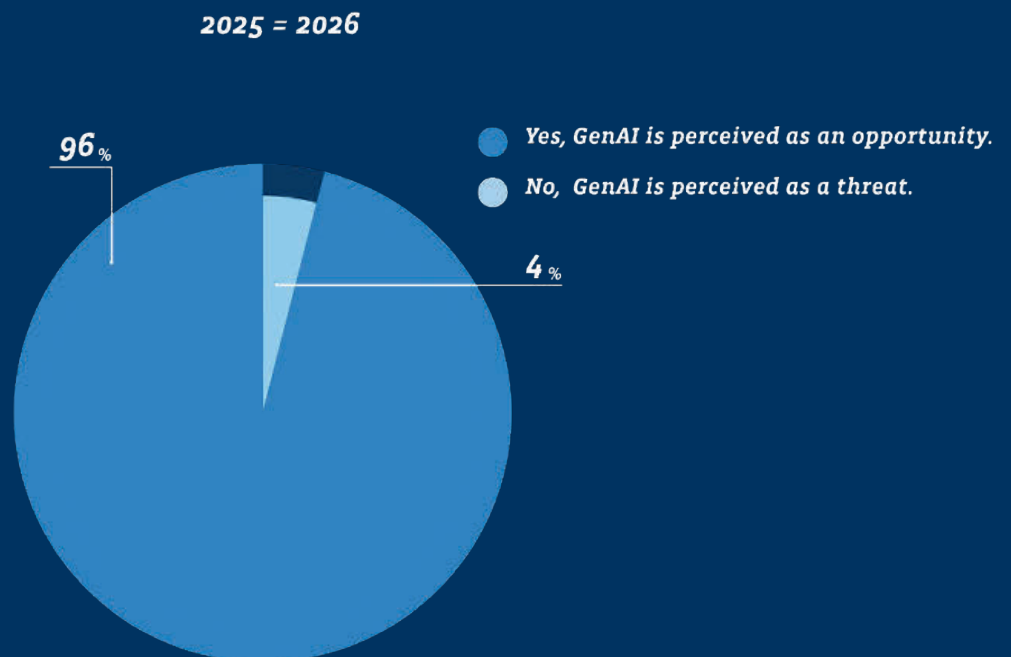
Graphic 17

PERCEPTION ON GENAI

Confidence locked in: GenAI enjoys overwhelming positive consensus

Despite the broader scope of respondents in 2026, the way organisations perceive GenAI remains remarkably consistent. Across sectors, company sizes and levels of AI maturity, GenAI is predominantly viewed as an opportunity rather than a threat, confirming a general and widely shared consensus within the business community.

This stability compared to 2025 suggests that perception of GenAI is no longer driven by novelty or hype but have reached a more structural and mature stage. GenAI is now largely seen as a tool for productivity, efficiency and support to employees, rather than a disruptive or destabilizing technology. As in 2025, this favourable perception coexists with well-identified concerns, particularly related to governance, data protection, reliability and appropriate human oversight. However, these concerns do not fundamentally challenge the positive view of GenAI; rather, they reflect a desire for clearer frameworks and safeguards, not a rejection of the technology itself.



Graphic 18

ASSESSMENT OF POTENTIAL BENEFITS OF GENAI

GenAI aligns with core AI benefits

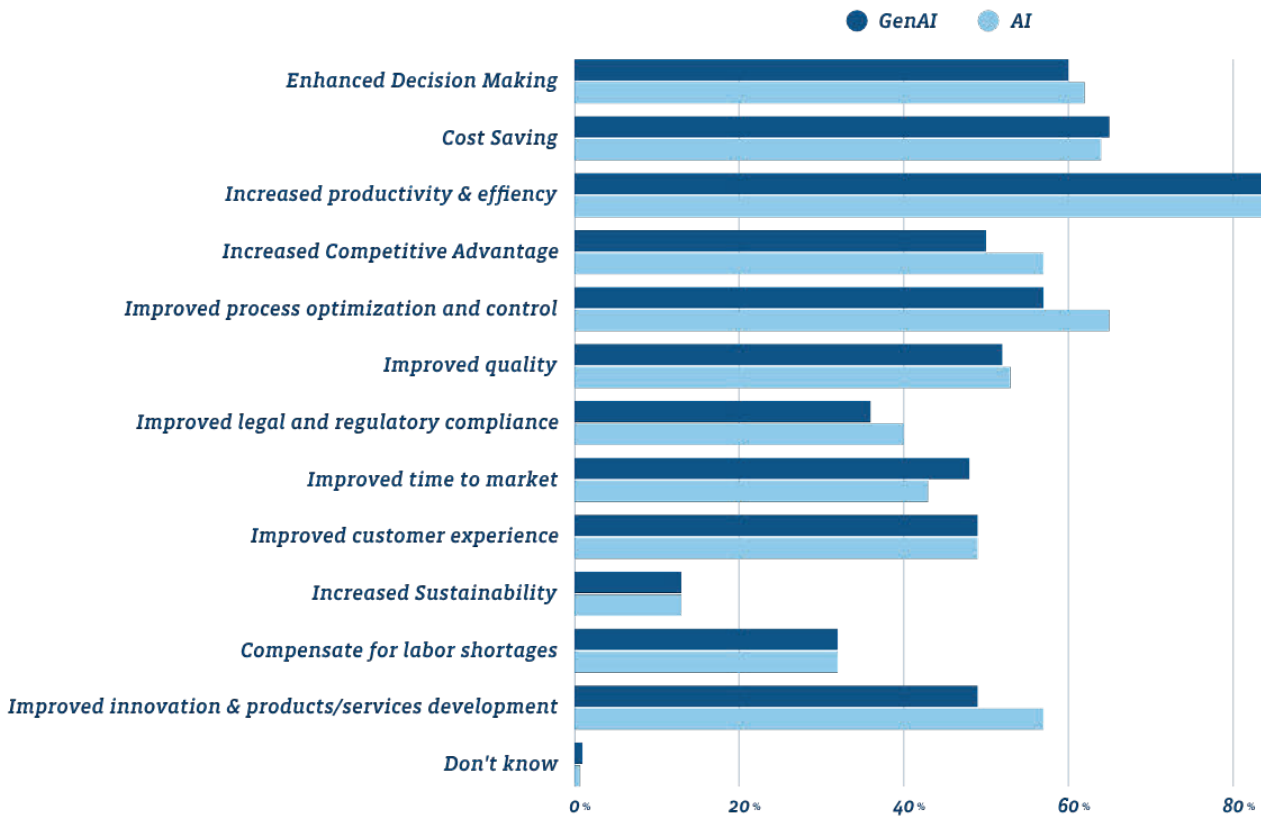
Across the survey, GenAI benefits are primarily associated with efficiency gains, productivity improvements, cost reduction and better decision-making, mirroring the expected benefits traditionally attributed to AI technologies. This strong overlap confirms that GenAI is not seen as a fundamentally separate category, but rather as a natural extension of existing AI capabilities, applied more directly to knowledge-intensive and cognitive tasks.

However, while the general structure of benefits remains very similar, the results show more pronounced differences for a limited number of dimensions.

The largest gaps between AI and GenAI perceptions are observed in competitive advantage, process optimisation, and innovation and product or service development. For these dimensions, GenAI is more frequently perceived as a strong enabling factor, reflecting its ability to accelerate ideation, content creation, prototyping and redesign of workflows.

In particular, GenAI appears to reinforce the perception that AI can support faster innovation cycles, enable new ways of working, and contribute to differentiation in competitive environments, especially through increased agility and responsiveness. These aspects tend to be less prominent, or more indirect, in the perception of traditional AI use cases.

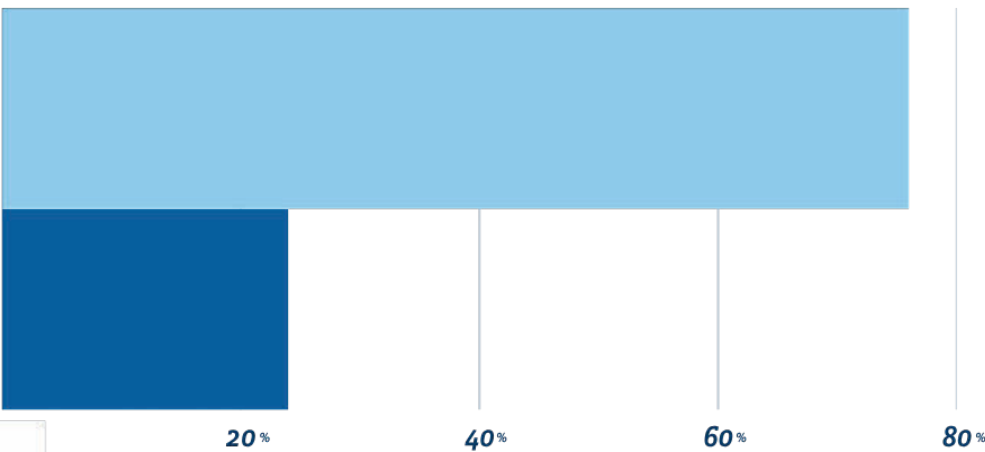
The findings confirm a strong convergence between AI and GenAI benefit perceptions, with selective reinforcement on areas where GenAI brings additional value, pointing towards a growing strategic rather than purely operational role for GenAI.



Graphic 19

PLANS TO IMPLEMENT OR IMPLEMENTED GENAI USE CASES

- Companies that plan to implement or implemented GenAI use cases.
- Companies that do not plan to implement or implemented GenAI use cases.



Graphic 20

GenAI moves from pilots to structured deployment

The adoption of GenAI at organisational level continues to expand, building on an already high adoption base.

In 2026, the proportion of companies that have already implemented GenAI use cases or plan to do so has further increased compared to 2025, with a rise of around 6 percentage points. This evolution confirms a clear and sustained upward trend. Rather than indicating a catching-up effect, the results suggest a deepening and consolidation of GenAI deployment, with more organisations moving from experimentation to concrete implementation or formal planning.

The trend is largely explained by two converging factors. First, the rapid expansion of available GenAI products and solutions on the market has lowered entry barriers and made adoption more accessible for a broad range of organisations. Off-the-shelf tools, enterprise-grade platforms and integrated solutions are now widely available, reducing both technical complexity and implementation time. Second, the growing acceptance of GenAI within organisations, as highlighted in previous questions, has created a more favourable environment for deployment, both at employee and management levels.

Importantly, the results remain consistent across company sizes and sectors, suggesting that GenAI adoption is no longer limited to frontrunners or technology-intensive organisations, but is increasingly embraced across the broader economic fabric, confirming its transition from a niche innovation to a widely adopted business tool.

MAIN GENAI USE CASES

The responses from organisations already implementing or planning to implement GenAI (76%) are focusing on a set of pragmatic, business-oriented and largely convergent use cases, primarily targeting productivity gains and operational efficiency.

- 1. Text-based and knowledge-intensive activities:** The most frequently cited GenAI use cases relate to text-based and knowledge-intensive activities. These include document drafting and summarisation, report and email generation, translation, internal knowledge search, and assistance with legal, HR or administrative documents. These use cases reflect the strong penetration of GenAI in support and corporate functions, where quick efficiency gains can be achieved with limited technical integration.
- 2. Process automation and workflow support:** Another major category of use cases concerns process automation and workflow support. Companies report using or planning to use GenAI to support customer service (chatbots, ticket handling, first-line support), internal IT or HR helpdesks, and the automation of repetitive information processing tasks. These applications directly build on the ability of GenAI to handle natural language at scale.
- 3. Software development and technical tasks:** GenAI is also increasingly mentioned as a tool supporting software development and technical tasks, including coding assistance, debugging, scripting and documentation. This confirms the strong adoption of GenAI among technical profiles and its role as a productivity accelerator for development teams.
- 4. Innovation-related and creative use cases:** In addition, several respondents refer to innovation-related and creative use cases, such as idea generation, marketing content creation, product or service design support, and early-stage prototyping. These use cases illustrate how GenAI is not only used to optimise existing processes, but also to support innovation and speed up experimentation cycles.

Key takeaways

We can emphasise that the diversity of use cases remains relatively broad, but the results point to a clear concentration on concrete, low-barrier and high-impact applications.

GenAI is primarily deployed where it can rapidly augment human work without requiring heavy system integration.

We asked the 24% of respondent organisations that do not plan to implement GenAI use cases to explain their reason(s) for this.

Key takeaways

The underlying reasons remain largely unchanged compared to 2025.

- The most frequently cited reasons relate to **data security, confidentiality and compliance concerns**. Many respondents express reservations about sharing sensitive or strategic information with public or external GenAI tools, reflecting persistent worries over data protection, intellectual property and regulatory exposure. These concerns mirror those already identified last year and remain a dominant factor explaining hesitation.
- A second recurring reason is the **lack of clearly identified use cases**. Some companies indicate that, despite a general interest in GenAI, they have not yet identified concrete applications that would justify implementation. This suggests that GenAI is still perceived as relevant, but not yet sufficiently aligned with specific business needs or operational priorities in all organisations.
- **Resource constraints** also continue to play a role, particularly for smaller organisations. Limited internal capacity, time constraints and competing priorities are mentioned as barriers delaying GenAI adoption, especially when implementation would require additional governance, training or internal coordination efforts.
- Finally, a smaller group of respondents refer to **uncertain return on investment (ROI)** or adopt a deliberately cautious “wait and see” approach, preferring to observe further market and regulatory developments before committing to deployment.

The results confirm that non-adoption is increasingly marginal and largely driven by the same structural concerns as in 2025. Importantly, these reasons do not reflect a negative perception of GenAI itself, but rather a lack of readiness or assurance on governance, security and relevance. As GenAI solutions mature and organisational frameworks become clearer, these barriers are likely to continue diminishing.

ANALYSIS OF POPULAR GENAI PLATFORMS AND PROVIDERS: KEY TRENDS

The responses show a mature and diverse technology landscape. While the major US tech giants form the foundation of most GenAI strategies, companies are pragmatically adopting a multi-provider approach, prioritising security through in-house solutions, and increasingly turning to European and specialised alternatives.

1. Microsoft and OpenAI are the dominant market leaders

Microsoft, through its integrated Azure and Copilot offerings, and OpenAI with its widely-used ChatGPT, are the most frequently mentioned providers.

This indicates a two-pronged adoption strategy in many organisations:

- a. Enterprise integration with Microsoft:** Many companies explicitly mention "Microsoft", "MS Azure", and "Copilot". This highlights the success of Microsoft's strategy to embed AI directly into the enterprise software ecosystem that companies already use, making it a natural starting point.
- b. Direct access via OpenAI:** "OpenAI" and "ChatGPT" are ubiquitous. This suggests that alongside integrated enterprise solutions, direct access to powerful foundational models for a wide range of tasks remains a core part of the toolkit for many employees and developers.

2. A "Best-of-Breed" multi-provider strategy is standard

Very few companies are locking themselves into a single ecosystem. The overwhelming trend is a sophisticated, multi-model approach, selecting the best tool for each specific job.

- a. Mixing and matching:** It is common to see combinations like "OpenAI, Anthropic, Google, Mistral (all, depending on use case)". This pragmatic strategy allows companies to leverage the unique strengths of different models, whether it's Claude for coding, Mistral for European language nuances, or Google's ecosystem for data analytics.
- b. Platform-agnostic platforms:** Several firms have developed their own internal platforms that provide access to multiple underlying models. One company mentioned "We have developed our internal platform providing access to multiple LLMs and agents", giving them flexibility and control.

3. In-house and open-source solutions are crucial for security and control

A significant number of organisations are not just relying on public cloud services. There is a strong movement towards building internal capabilities and leveraging open-source models to address data security and customisation needs.

- a. Data sovereignty:** The desire for control over sensitive data is a primary driver. Responses like having "our own platform owned in our data centre in Luxembourg" and using "notre serveur propre" (our own server) underscore the importance of data residency and privacy.
- b. Customisation and flexibility:** Open-source models ("self hosted Llama", "Hugging Face") are being deployed to create highly tailored solutions. This allows companies to fine-tune models on their proprietary data without exposing it to third-party providers.

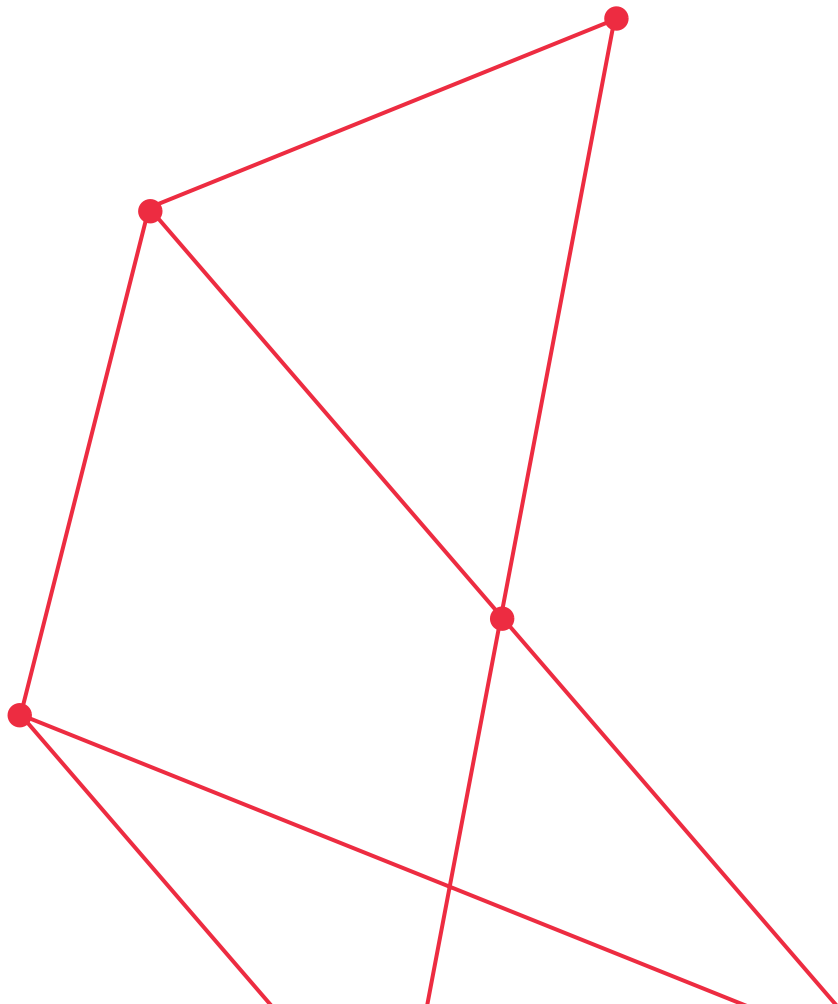
4. European and specialised challengers are gaining ground

While the US giants lead, the market is far from a monopoly. European providers and specialised tools are establishing a firm foothold.

- a. The rise of a European alternative:** "Mistral AI" is mentioned multiple times, indicating its emergence as a credible European player that companies are actively using.
- b. Specialised niche models:** "Anthropic (Claude)" is frequently cited, often specifically as "Claude Code", highlighting its strength in software development. This reinforces the multi-model trend, where specialised tools are chosen for tasks requiring deep domain expertise. The mention of local provider "LetzAI" also points to an interest in supporting and using local innovation.

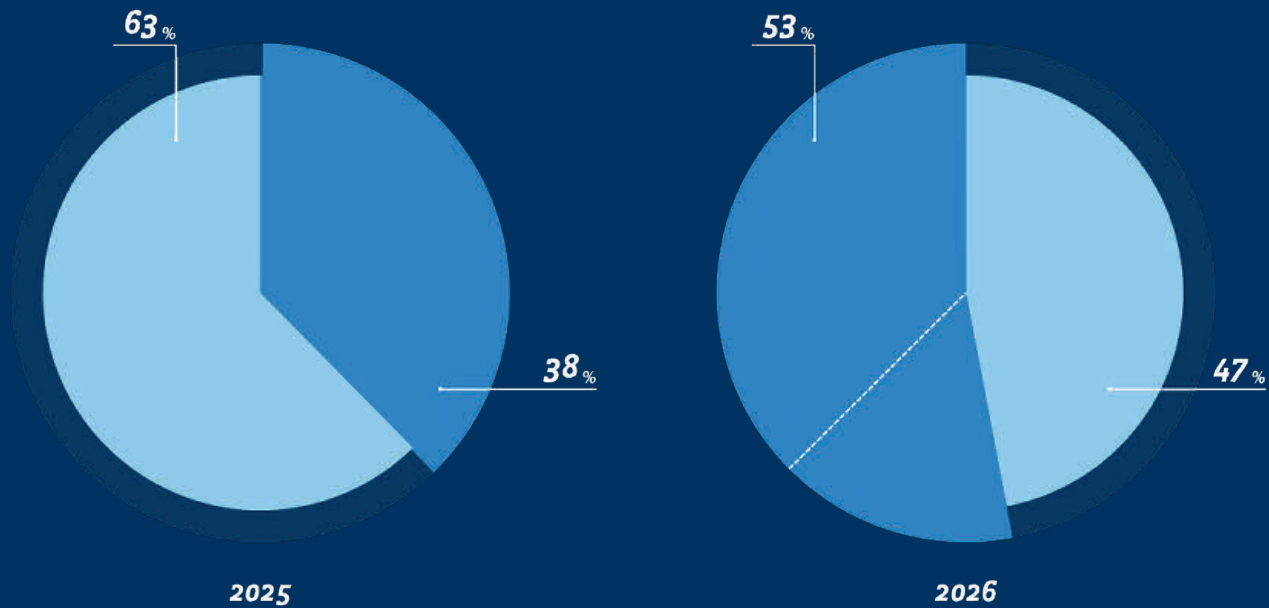
The results confirm that the GenAI market has reached a level of sufficient maturity and diversity to support broad adoption. Organisations are not constrained by a lack of available solutions; on the contrary, the abundance of platforms enables rapid uptake and supports the continued increase in GenAI implementation observed in previous questions. The choice of platforms reflects a balance between accessibility, trust, integration and governance considerations, rather than a purely technological race for novelty.

Disclaimer: References to actors or solutions in this document are based solely on the spontaneous responses of survey participants and should not be interpreted as a recommendation or endorsement by FEDIL, Luxinnovation, or the AI Factory.



PLANS TO DEVELOP OR HOST GENAI SOLUTIONS LOCALLY

- Yes, companies plan to develop or host generative solutions locally.
- No, companies do not plan develop or host generative solutions locally.



Graphic 21

Sovereignty and security at stake

53% of respondents state they plan to develop or host GenAI solutions locally. Compared to 2025, a marked increase is observed in the proportion of companies planning to develop or host GenAI solutions locally.

This evolution reflects the growing importance of data sovereignty, security, compliance and risk mitigation, consistently across the survey results.

As GenAI usage becomes more widespread and embedded in core business processes, organisations are paying increased attention to where data is processed, how models are hosted, and how risks related to confidentiality, regulatory exposure and dependency on external providers can be managed.

This shift confirms that sovereignty and risk considerations have moved from secondary concerns to key decision drivers. The growing preference for local hosting does not signal a rejection of public or cloud-based GenAI solutions, but rather a desire to regain control as GenAI becomes business-critical.

The findings highlight a clear strategic inflection point: as GenAI adoption accelerates, organisations increasingly seek trusted, controlled and sovereign deployment models, especially among the most mature players. This trend is likely to continue as regulatory frameworks mature and GenAI becomes more deeply integrated into core operations.

Increasing interest towards sovereign and secure solutions

Interestingly, when we delve deeper into the motivations of the 53% of companies planning local development or hosting, a very strong and stable consensus across companies of all sizes and sectors remains regarding the main drivers behind the decision to develop or host GenAI solutions locally. Security and data sovereignty clearly stand out as the dominant motivations, confirming their central role in GenAI deployment strategies.

Both security and sovereignty remain at very high levels compared to 2025. This stability indicates that these two dimensions are no longer emerging concerns, but rather structural and long-term priorities for companies. Regardless of company size or sector, respondents consistently highlight the need to retain control over sensitive data, reduce exposure to external risks, and ensure trust in GenAI systems as they become more deeply embedded in business processes.

Cost efficiency is also cited as an important factor, but at a more moderate and broadly similar level across most company sizes, with four out of ten companies mentioning it as a motivation. One notable exception appears among companies with 50 to 100 employees, where cost efficiency is mentioned less frequently. This may reflect a specific organisational profile for this group: companies that already have an IT function in place, but where teams remain relatively small and resources constrained, making cost considerations less decisive than risk, security and control.

A particularly significant evolution compared to 2025 is observed for compliance. In 2026, compliance considerations show a clear increase, rising from 30% in 2025 to 44%. This progression suggests that regulatory awareness is translating into concrete strategic decisions. The upcoming and evolving regulatory landscape, including instruments such as the AI Act, NIS2 and related cybersecurity and governance requirements, is increasingly influencing how companies structure their GenAI deployments.

The combined reading of these results confirms that local hosting and development decisions are no longer driven by a single factor, but by a converging set of risk-related considerations. Security and sovereignty form the foundation, cost efficiency plays a secondary but stable role, and compliance is becoming a rapidly strengthening driver.

Contacts:

CÉLINE TARRAUBE

Adviser Digital & Innovation at FEDIL

celine.tarraube@fedil.lu

MICKAEL DESLOGES

Senior Advisor - Assessments & Roadmaps at Luxinnovation

mickael.desloges@luxinnovation.lu

GLOSSARY

a

AI
Artificial Intelligence

API
Application
Programming Interface

c

CRM
Customer Relationship Management

e

ERP
Entreprise
Resource Planning

g

GenAI
Generative
Artificial Intelligence

i

ICT
Information &
Communication
Technologies

IP
Intellectual
Property

l

LLM
Large Language Model

n

NIS2
Network and Information
Security 2 Directive

NLP
Natural Language
Processing

o

OCR
Optical Character
Recognition

OT
Operational Technology

r

RDI
Research, Development,
and Innovation

ROI
Return on Investment

s

SLAM
Simultaneous
Localisation and Mapping

SME
Small and Medium Enterprise

u

UAV
Unmanned Aerial Vehicle

Actualités de la FEDIL

17^e ÉDITION DU JOB SHADOW DAY

23 au 27 mars 2026

Cette année encore Jonk Entrepreneurs Luxembourg a organisé son traditionnel Job Shadow Day qui s'est tenu du 23 au 27 mars 2026 et a permis à 158 élèves de suivre l'instant d'une journée un(e) dirigeant(e) d'entreprise afin de s'immerger dans la réalité du monde professionnel.

71 entreprises, dont des membres de la FEDIL, ont accepté de jouer le jeu et de donner la chance à ces élèves de vivre cette expérience unique.

L'édition 2026 du Job Shadow Day s'est clôturée par la traditionnelle cérémonie de remise des certificats aux participants qui a eu lieu le 16 avril 2026 en présence de responsables d'entreprises, des élèves et de leurs parents et de partenaires de Jonk Entrepreneurs Luxembourg.



TRANSITION À LA PRÉSIDENTE DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE SOUS TENSION

27 avril 2026

C'est sous le titre « Transition à la présidence dans un contexte économique sous tension » que la FEDIL avait invité cette année à son assemblée générale et à son rendez-vous traditionnel avec le ministre de l'Économie. L'événement, qui a rassemblé quelque 200 invités, a aussi marqué la prise de fonction d'Alex Schumann qui, en tant que nouveau président de la FEDIL, a succédé à Georges Rassel.

Une mobilisation renforcée face aux défis économiques et géopolitiques

Sous la présidence de Georges Rassel, président sortant, René Winkin a présenté, lors de la partie statutaire, le Rapport Annuel 2025 de la fédération, articulé autour des piliers d'activités que sont les relations de travail & talents, l'énergie & l'environnement, le digital & l'innovation ainsi que les affaires économiques et internationales.

Les activités de la FEDIL pendant l'année sous revue ont été fortement marquées par les incertitudes géopolitiques persistantes, les tensions commerciales et une évolution rapide des cadres d'échanges influençant directement les chaînes de valeur. Cela a d'ailleurs amené la fédération à renforcer son expertise en matière de commerce et de relations internationales. Depuis le début de 2026, la guerre en Iran continue de faire l'objet d'une attention particulière, tant pour ses impacts sur les coûts de l'énergie et des matières premières que pour la préparation de réponses politiques adaptées.

Le renforcement de la compétitivité européenne et l'accélération de l'agenda de la simplification figuraient également parmi les priorités de la FEDIL. Sur ces deux axes, étroitement liés, la fédération appelle à des mesures concrètes, urgentes et cohérentes. Ainsi, les paquets Omnibus européens, destinés à corriger et harmoniser plusieurs textes relatifs à la durabilité, aux obligations de reporting et à l'encadrement des technologies numériques, ont fait l'objet d'un suivi approfondi par la FEDIL qui plaide pour une approche pragmatique évitant la surcharge administrative.

Après l'approbation, entre autres, des comptes annuels 2025 et du budget pour l'exercice 2026, l'assemblée générale a élu au conseil d'administration Raymond Ackermann, Administrateur délégué d'Accumalux S.A., et Isabelle Dennewald, Directrice générale adjointe de Contern S.A. Georges Rassel quitte le conseil d'administration de la FEDIL qui le remercie de ses efforts et pour son engagement au profit de la cause industrielle, notamment pendant la durée de sa présidence.

Le programme de travail du nouveau président

En présence de Lex Delles, ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, la deuxième partie de la soirée était consacrée au programme de travail du nouveau président. Dans son discours, Alex Schumann en a présenté les priorités, articulées autour des axes suivants :

- permettre et accélérer l'investissement industriel et le déploiement des nouvelles technologies,
- sécuriser les talents et améliorer l'organisation du travail, et
- renforcer la position du Luxembourg dans les chaînes de valeur européennes et mondiales, le tout en faisant de la simplification un réflexe pour que les entreprises puissent consacrer leur énergie à produire et à innover.

Par ailleurs, ces grands sujets qui demandent des actions urgentes et pragmatiques, ont été corroborés par les témoignages d'un certain nombre d'entreprises membres de la FEDIL que nous remercions vivement pour leur contribution.

Nous vous invitons à découvrir en détail le programme et les priorités de la FEDIL sous sa nouvelle présidence dans l'interview d'Alex Schumann dans ce numéro.

Le ministre Lex Delles a conclu l'événement en soulignant, lors de son discours, les mesures déjà instaurées par le gouvernement ainsi que celles projetées afin de soutenir le développement de l'industrie et des entreprises. Il n'a pas manqué de souligner la qualité des échanges menés avec la FEDIL et a assuré Alex Schumann de la volonté de maintenir une collaboration étroite et constructive à l'avenir.

Nous nous joignons à lui pour féliciter chaleureusement Alex Schumann pour sa nomination à la présidence et pour remercier sincèrement Georges Rassel pour son engagement exemplaire durant son mandat.

Pour clôturer la soirée, tous les invités étaient ravis de retrouver un bon moment de networking et de s'échanger sur les défis et opportunités de l'industrie et de ses entreprises.





Lien vers le rapport annuel 2025 :



AUDIENCE À LA COUR GRAND-DUCALE

19 mai 2026

À l’occasion du passage de relais à la présidence de la FEDIL, S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience Alex Schumann, nouveau président, accompagné de son prédécesseur, Georges Rassel.

Au cours de cette entrevue, Alex Schumann a présenté au Chef de l’État son programme ainsi que ses priorités pour représenter les intérêts des 770 membres - industriels et entrepreneurs - de la FEDIL et renforcer le dynamisme économique, industriel et entrepreneurial du pays. S.A.R. le Grand-Duc a également remercié Georges Rassel pour son engagement durant son mandat.

Photo : © Maison du Grand-Duc



boldbold

boldbold

boldbold

boldbold

BOLD INNOVATION

boldbold

boldbold

Towards intelligent infrastructure enabled by sensor technology

Infrastructure failures rarely occur without warning. However, early signs of deterioration are often missed, and damage is only identified when intervention becomes urgent or unavoidable.

Recent advances in sensing and data analytics are enabling a transition from periodic inspection regimes to continuous, data-driven structural monitoring.

At the University of Luxembourg, Prof. Numa Bertola and his team are contributing to this shift by developing advanced sensing approaches, improving the way infrastructure is monitored.

FROM INSPECTION-BASED ASSESSMENT TO CONTINUOUS MONITORING

Current infrastructure management practices rely largely on periodic visual inspections combined with simplified analytical models. While well established, this approach remains subjective and inaccurate.

Implementing sensors on the bridge enables continuous monitoring of structural behaviour over time, under real operating conditions. *“This improves the ability to detect early-stage anomalies, reduces uncertainty in condition assessment, and supports more informed maintenance planning,”* explains Prof. Numa Bertola.

A novel sensing technology is currently validated in operational environments, such as on the Ferpècle bridge in Switzerland. The next development challenge lies in integrating high-resolution data streams into standardised workflows that can support decision-making at scale.

HOW DOES IT WORK?

The research is based on distributed fibre optic sensing technologies applied directly to full-scale infrastructure.

These systems measure strain at the millimeter-scale resolution along structural elements. On a 35-metre bridge, this corresponds to approximately 11,000 measurements points, compared to only a handful of measurement locations in conventional sensor devices.

This level of spatial resolution enables a more detailed understanding of structural behaviour under real loading conditions, including the identification of localised effects such as cracks that would otherwise remain undetected.

ECONOMIC AND OPERATIONAL VALUE FOR ASSET OWNERS

For infrastructure owners, the primary value proposition lies in the management of life-cycle optimisation.

Structural health monitoring allows interventions to be planned based on actual structural conditions rather than assumptions. It also extends the service life of existing assets, reduces the frequency of invasive inspections, and optimises maintenance timing and scope. Given the small cost of monitoring compared to maintenance cost, monitoring activities can bring significant economic benefits to asset managers.

In several cases, monitoring results have revealed additional reserve of load-bearing capacity. *“One instrumented bridge was found to perform approximately 20% better than initial estimates suggested,”* states Prof. Bertola. By providing concrete data that proves the structure’s continued good health, we can not only save significant amounts of money but also avoid unnecessary interventions, limiting our environmental impact.

APPLICATION DOMAINS

The technology is particularly relevant for organisations managing large, safety-critical infrastructure portfolios with long-term performance requirements.

This includes public infrastructure authorities such as Ponts et Chaussées, railway operators such as CFL, and asset managers responsible for bridge and tunnel networks, where improved condition assessment and risk control are key priorities.

Engineering consultancies are expected to play an important role in integrating these monitoring approaches into existing assessment and maintenance workflows as they become more standardised.

“Beyond bridges, the technology is directly transferable to tunnels, retaining structures, industrial slabs, and energy infrastructure, where structural degradation is slow, distributed, and difficult to assess using conventional methods.” - Prof. Numa Bertola.



INDUSTRIAL COLLABORATION AND TECHNOLOGY TRANSFER

The research is closely aligned with industrial deployment through collaborations with infrastructure owners and specialised monitoring companies, including Swiss bridge monitoring spin-offs such as SwissInspect and IRMOS Technologies.

It also builds on partnerships with leading fibre optic sensing technology providers like Luna Innovations and Smartec, which supply the underlying measurement systems used in field deployments.

While no dedicated spin-off has yet been formalised around the data analytics layer, this remains a key area for future industrialisation, particularly in the development of decision-support tools that translate raw sensor data into actionable engineering insights.

In this context, the next phase of development will focus on scaling these solutions and integrating them into standard engineering and asset management practices. As adoption progresses, structural health monitoring is expected to play an increasingly central role in improving the reliability, sustainability, and cost-efficiency of critical infrastructure systems.



Article :
LARA PUNT
DARIA ANTROPOVA
University of Luxembourg

A middle-aged man with glasses, wearing a grey blazer over a white button-down shirt, stands in a classroom. Behind him is a green chalkboard filled with faint mathematical diagrams and equations. The text 'Carte blanche' is overlaid in red on the lower left side of the image.

***Carte
blanche***

La diversification économique : un enjeu toujours aussi crucial

Le souci de diversification économique accompagne historiquement le développement de l'économie luxembourgeoise. Cette stratégie, classique pour une économie ouverte de petite taille, s'est renforcée face à la crise sidérurgique de la fin des années soixante-dix, puis fut relancée dans les années 1990-2000 au fur et à mesure que le secteur financier apparaissait dominant. Aujourd'hui encore, la faible part de l'industrie par rapport aux activités de services est une préoccupation majeure, y compris de la jeune génération dont la représentation dans la Commission économique du Parlement des Jeunes m'a récemment invité à en discuter.

En trente ans, la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'ensemble de l'économie luxembourgeoise est passée de 12% en 1995 à seulement 5% en 2024. La part du secteur financier reste majeure, proche de 25%, mais ce sont surtout les divers services (IT, services aux entreprises...) qui ont pris une ampleur considérable. Certes, ces données devraient être corrigées, car certaines fonctions liées à l'industrie ont été externalisées dans des bureaux d'étude. Le fait est que le Luxembourg suit ainsi une tendance à la désindustrialisation relative, commune à nombre d'économies avancées à l'exception notable de l'Allemagne, de la Suisse et du Nord de l'Italie. Trois types d'inquiétudes et d'enjeux méritent d'être soulignés à cet égard.

Premièrement, la place dominante du secteur financier et de ses services connexes expose l'économie, et en particulier l'emploi et les recettes publiques à un risque si le secteur est touché par une crise. La seule part de la finance n'est toutefois pas un indicateur suffisant pour évaluer ce problème sachant qu'une certaine hétérogénéité des activités financières (fonds d'investissement, activités bancaires internationales, gestion de patrimoine, conseil en investissement) constitue une forme de diversification intra sectorielle. Ces spécialités peuvent avoir des réactions conjoncturelles différentes.

Un autre risque identifié par les économistes est celui où un secteur dominant et performant, ici le secteur financier, attire l'essentiel des ressources en se permettant notamment des coûts et des rémunérations plus élevées. D'autres secteurs, comme les industries manufacturières, fortement contraints par la concurrence internationale pourraient voir leur compétitivité se dégrader en cas de diffusion des coûts salariaux élevés à leur activité. Du fait de son accès à un assez large bassin d'emploi régional, ce phénomène semble modéré pour l'économie luxembourgeoise. Par ailleurs, bien qu'il ne soit pas nouveau, le risque de délocalisation (offshoring) des activités de services aux entreprises s'impose plus que jamais dans l'agenda des chercheurs en économie et en management sous l'effet conjugué de la digitalisation et du développement de l'intelligence artificielle. Des travaux académiques récents, collectés par l'OCDE, se penchent sur la possibilité d'une nouvelle vague de délocalisation, liée au numérique. Il s'avère que les économies émergentes se concentrent désormais sur l'attraction d'emplois dans les services à forte valeur ajoutée (tels que la comptabilité et la banque) et non plus uniquement sur les emplois dans le secteur manufacturier.

Deuxièmement, dans une perspective de long terme, c'est dans le secteur industriel que les gains de productivité du travail ont été les plus forts dans toutes les économies avancées. Si cette augmentation de la performance a été synonyme de pertes d'emplois, comme dans la sidérurgie, elle vient du progrès technique, des innovations qui sont la source de la croissance de la valeur ajoutée, de l'élévation du niveau de vie et du financement de la protection sociale. Les activités liées aux services aux personnes sont fondamentales pour le bien-être de la population, mais n'engendrent pas autant de gains productifs que l'industrie. Or, les économies européennes font face depuis au moins une quinzaine d'années à un net ralentissement des gains de productivité. Et comme s'en inquiète le Comité National de la Productivité, l'économie luxembourgeoise n'est pas épargnée par ce phénomène.

Troisièmement, la diversification par le développement industriel rejoint la stratégie de développement durable dans un contexte géopolitique très tendu. Après le mirage d'une économie totalement post-industrielle assortie d'une grande fragmentation géographique des processus de production, des secteurs industriels innovants sont stratégiques pour la dynamique de croissance : nouveaux matériaux, transports peu carbonés, aéronautique de défense, durabilité des matériaux, économies d'énergie, économie circulaire...

Face à l'impératif de diversification, quels sont les leviers pour une petite économie très intégrée à l'économie européenne et ayant une tradition d'attractivité ?

La diversification économique va de pair avec les capacités productives sophistiquées pour des produits plus complexes s'appuyant sur des réseaux denses. Ainsi, le développement de clusters industriels peut s'appuyer sur un « possible adjacent », en développant des points forts existants. Les politiques modernes d'innovation s'orientent vers le soutien de projets complémentaires engendrant des effets d'agglomération, facteur clé de l'attractivité, plutôt que sur l'illusion d'un planificateur omniscient qui installerait hors sol un nouveau secteur toujours qualifié d'avenir. En matière d'attractivité d'activités complémentaires et de concurrence des sites, le Luxembourg a un environnement et un savoir-faire qui peuvent rester propices.

La stratégie de diversification économique a nécessairement une dimension européenne. En matière de commerce international, la méthode des droits de douane « à la Trump » recueille un quasi-consensus défavorable parmi les économistes en raison de son coût et son inefficacité anticipée. Plus intéressant, le renforcement des clauses sociales et environnementales, existantes mais encore timides, dans les accords commerciaux permet une élévation des normes qui peuvent aussi être bénéfiques à l'ensemble des partenaires, notamment des économies émergentes.

Actuellement, l'Union européenne semble renouer avec une politique industrielle active visant la diversification et une plus grande autonomie en proposant un « Industrial Accelerator Act », qui introduit de la préférence européenne pour les marchés publics et les aides d'État dans des secteurs jugés stratégiques s'ils s'appuient sur des matériaux décarbonés. Son déploiement constituerait un signal fort en faveur de la stratégie de diversification.

Article :

ARNAUD BOURGAIN

Professeur d'Économie à l'Université du Luxembourg



L'excellence en technologies et gestion énergétique

AUTOMATISATION, RÉGULATION ET PILOTAGE DES INSTALLATIONS | CLIMATISATION | PROTECTION INCENDIE | VENTILATION |
CENTRALES D'ÉNERGIE | ÉLECTRICITÉ : BASSE TENSION, COURANTS FAIBLES | SANITAIRE ET TRAITEMENT DES EAUX |
INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES | CHAUFFAGE | FROID | ÉNERGIES RENOUVELABLES | VAPEUR

La sophistication des installations techniques et leur interconnexion nécessitent aujourd'hui des connaissances multiples et un savoir-faire éprouvé dans tous les domaines du génie technique et énergétique. Chez a+p kieffer omnitec, nous maîtrisons l'ensemble des techniques du bâtiment. Nous installons, gérons, maintenons, transformons et rénovons les systèmes les plus complexes pour les infrastructures les plus variées : bâtiments industriels et administratifs, hôpitaux, piscines, aéroports et autres infrastructures d'envergure.

www.apko.lu



**a+p kieffer
omnitec**

advance in technology

Le droit à la déconnexion entre cadre légal et réalités de terrain

Depuis l'arrêt de la Cour d'appel du 2 mai 2019, n° 45230 du rôle ayant reconnu pour la première fois au Luxembourg le droit du salarié à se déconnecter durant son congé annuel de récréation – arrêt que nous avons déjà commenté dans une précédente chronique juridique¹, la matière a connu une évolution significative.

Cette évolution s'est concrétisée par l'adoption de la loi du 28 juin 2023 venant doter le Luxembourg d'un cadre légal spécifique en matière de droit à la déconnexion.

Cette loi a modifié le Code du travail en y introduisant une nouvelle obligation à charge des employeurs : celle de mettre en place, au sein de leur entreprise, un régime garantissant le respect du droit à la déconnexion en dehors du temps de travail.

À l'approche de l'entrée en vigueur² de l'article L. 312-10 du Code du travail, qui prévoit désormais la possibilité pour le directeur de l'Inspection du travail et des mines (ITM) de prononcer des sanctions à l'encontre des employeurs n'ayant pas instauré un tel régime, la FEDIL a souhaité accompagner ses membres de manière concrète.

C'est dans ce contexte qu'une session d'échange de bonnes pratiques a été organisée au mois de mars dernier, offrant aux entreprises membres un espace de dialogue pour partager conseils, défis et retours d'expérience, dans une logique de mise en conformité pragmatique et adaptée à la réalité du terrain.

Les principaux enseignements de cette session ont ensuite été présentés et discutés lors du « Cercle des chefs du personnel » du 20 mai 2026.

Du point de vue contentieux, si le droit à la déconnexion est aujourd'hui clairement reconnu, les juridictions du travail continuent d'en faire une application au cas par cas, tenant compte tant des circonstances concrètes que du contexte professionnel.

Ainsi, il a été rappelé par la Cour d'appel que : « *Durant son congé de récréation, le salarié a droit au repos. [...] il peut ne pas suivre son travail à distance, se déconnecter et il n'est, en principe, pas obligé de répondre aux sollicitations de l'employeur.*³ »

Dans l'affaire concernée, il était toutefois établi que le salarié, contacté pendant son congé au sujet d'une mission auprès d'un client, avait pris l'initiative de joindre le lendemain l'un des responsables de la société concernée. Il avait été convenu d'un échange plus approfondi à l'issue de son congé. Néanmoins, le salarié a fait l'objet d'un licenciement.

Dans ces circonstances, la Cour a considéré qu'un refus de travail ou un acte d'insubordination à charge du salarié n'étaient pas établis, et a en conséquence déclaré le licenciement abusif.

¹ <https://fedil-echo.lu/chronique/le-travail-et-la-deconnexion-du-salarie/>

² Soit le 1^{er} juillet 2026

³ Arrêt de la Cour d'appel du 8 février 2024, n° CAL-2023-00372 du rôle

⁴ Arrêt de la Cour d'appel du 10 juillet 2025, n° CAL-2024-00870 du rôle

A l'inverse, dans une autre affaire⁴ concernant un salarié du secteur de la sécurité et du gardiennage, licencié avec effet immédiat pour avoir refusé un nouveau lieu d'affectation, les juridictions ont adopté une position différente. Le salarié invoquait son droit à la déconnexion, faisant valoir qu'étant en congé, il n'était pas tenu de répondre aux appels de son employeur.

Or, la Cour a relevé que la pratique consistant dans ce secteur spécifique à contacter les salariés la veille afin de confirmer leur affectation, était connue et admise, notamment au regard de la nature des activités et de l'ancienneté du salarié - en l'occurrence huit ans.

Elle a dès lors jugé que : *« La Cour ne saurait toutefois suivre cette argumentation. En effet, le fait pour un employeur du secteur spécifique de la « sécurité », de demander à ces salariés devant travailler suivant un planning, de le contacter la veille afin de se voir confirmer l'affectation, est tout à fait légitime. L'attitude [du salarié] témoigne d'un comportement désinvolte et d'une absence de conscience professionnelle. »*

Cette jurisprudence mérite d'être saluée, en ce qu'elle s'inscrit pleinement dans l'esprit de la loi.

L'article L. 312-9 du Code du travail prévoit en effet expressément que le régime de déconnexion doit être adapté à la situation particulière de l'entreprise ou du secteur concerné, et qu'il peut comporter des dérogations exceptionnelles.

Une application rigide et absolue du droit à la déconnexion serait en pratique incompatible avec le bon fonctionnement de l'entreprise, notamment lorsque surviennent des situations d'urgence, exceptionnelles ou imprévisibles.

C'est précisément pour éviter de futures incompréhensions ou contestations qu'il est essentiel - comme cela a été souligné lors de la session d'échange de bonnes pratiques organisée par la FEDIL - que le régime mis en place prévoit clairement les cas dans lesquels des dérogations sont admissibles, tout en garantissant un équilibre respectueux des droits des salariés.

Le droit à la déconnexion ne doit ainsi pas être perçu comme une contrainte abstraite, mais comme un outil de régulation intelligent, au service à la fois de la protection de la santé des travailleurs et de la continuité des activités de l'entreprise.

ELLA GREIDIE

Conseillère affaires juridiques et sociales auprès de la FEDIL
ella.gredie@fedil.lu



Cybersécurité : un enjeu devenu incontournable pour les entreprises



Longtemps perçue comme une problématique réservée aux grandes entreprises, la cybersécurité concerne aujourd'hui toutes les structures. PME, indépendants, commerces, professions libérales : la multiplication des outils numériques a considérablement élargi les risques.

Une facture frauduleuse, un mot de passe volé ou encore une fuite de données peuvent désormais suffire à désorganiser une activité pendant plusieurs jours. Au-delà des pertes financières, c'est la réputation et la relation client qui sont menacées.

Des attaques qui touchent toutes les entreprises

Au Luxembourg comme ailleurs, les cyberattaques progressent et ciblent de plus en plus de structures. Avec un risque 21 fois supérieur à celui d'un incendie, la question n'est plus de savoir si vous serez concernés, mais quand.

Face à cette réalité, les besoins des entreprises évoluent. Il ne s'agit plus uniquement de disposer d'un antivirus ou d'un pare-feu performant, mais d'adopter une approche plus globale : prévention, sensibilisation, accompagnement et capacité de réaction rapide en cas d'incident.

Une approche globale en trois piliers

C'est dans cette logique que s'inscrit easyPRO Cyber de LALUX Assurances, une solution structurée autour de trois piliers : Anticiper, Réagir et Réparer.

1. Anticiper : la prévention proactive

La démarche commence avant même qu'un incident ne survienne. easyPRO Cyber propose un scan de cybersécurité gratuit permettant d'obtenir un score précis du niveau de vulnérabilité de votre structure. Ce diagnostic aide à identifier les failles avant qu'elles ne soient exploitées.

Grâce à la plateforme Dattak Defense, l'assuré bénéficie d'une surveillance continue et d'alertes en temps réel. Des audits avancés ainsi que des campagnes de phishing simulées sensibilisent également les collaborateurs aux erreurs humaines, souvent à l'origine des intrusions.

2. Réagir : une intervention immédiate 24h/24 et 7j/7

Lors d'une cyberattaque, chaque minute compte. easyPRO Cyber s'appuie sur un partenariat avec Dattak pour mobiliser plus de 50 experts spécialisés, disponibles 24h/24 et 7j/7. Le temps de réponse est inférieur à 2 minutes.

Cette réactivité permet de limiter l'impact de l'attaque, sécuriser les systèmes et gérer la communication de crise. La prise en charge couvre également les obligations réglementaires ainsi que les incidents tels que la fraude par email, la cyber-extorsion.



3. Réparer : la protection financière et la continuité d'activité

easyPRO Cyber indemnise les pertes subies afin d'aider l'entreprise à retrouver rapidement son activité. La couverture comprend notamment :

- > la reconstitution des systèmes et des données
- > les pertes d'exploitation
- > les frais de négociation de rançon en cas de cyber-extorsion
- > les frais de défense si des tiers sont impactés

Cas concret : Un commerce paralysé par un rançongiciel

Pour illustrer l'importance de cette protection, imaginons un commerce victime d'une attaque par email frauduleux (phishing). Les malfaiteurs chiffrent le système de gestion, bloquant stocks, facturation et caisses. Une demande de rançon est formulée.

Grâce à easyPRO Cyber, ce sinistre aurait été pris en charge à hauteur de 12 520 € :

- > 720 € pour l'assistance d'urgence et la gestion du sinistre.
- > 1 800 € pour le travail des experts informatiques identifiant la faille.
- > 10 000 € pour la reconstitution complète du système informatique et des données.

Cette couverture garantit la continuité des ventes et préserve la réputation. Les frais de notification aux autorités et aux personnes concernées (GDPR) seraient également pris en charge, évitant des coûts administratifs lourds.



Une solution accessible à tous les professionnels

L'ambition de LALUX Assurances est de rendre la cyber assurance accessible également aux plus petites structures, grâce à des démarches simplifiées. La prime est déterminée en fonction de l'évaluation initiale et du chiffre d'affaires de l'entreprise, rendant la protection abordable pour tous. Que ce soit pour couvrir les intrusions malveillantes, les erreurs humaines ou les défaillances de système, easyPRO Cyber offre une assurance 360°.

Protégez ce qui compte le plus : votre activité, vos clients et votre réputation

Il est temps de passer de la réaction à la prévention avec easyPRO Cyber. La première étape est simple et gratuite :



Demandez votre scan de cybersécurité pour évaluer vos vulnérabilités dès aujourd'hui en scannant le QR CODE.
www.lalux.lu/fr/easypro-cyber

En agissant maintenant, vous protégez non seulement vos données, mais surtout la confiance de vos clients et la pérennité de votre entreprise.



Transparence des rémunérations : place à la clarté

Pour plus d'informations:



www.bdo.lu

Directive sur la transparence des rémunérations : la fin de l'arbitraire, pas de la différenciation

Une échéance proche : êtes-vous prêts ?

Le délai maximum pour transposer en droit luxembourgeois la directive européenne sur la transparence des rémunérations (2023/970) est fixé au 7 juin 2026, date à laquelle les obligations retenues par le législateur prendront effet.

À l'approche de cette échéance, les entreprises disposent d'un temps limité pour anticiper ses impacts et engager les travaux nécessaires afin de répondre concrètement aux questions qu'elle soulève : êtes-vous capables d'expliquer pourquoi deux collaborateurs occupant un même poste, ou un poste comparable, n'ont pas le même salaire ? Vos critères d'augmentation sont-ils formalisés et appliqués de manière cohérente et équitable ? Il ne s'agit pas d'une réforme théorique, mais d'un véritable test de robustesse des pratiques existantes.

Justifier les décisions et les écarts

Dans la réalité, de nombreuses décisions salariales se prennent encore au cas par cas : une embauche négociée à la hausse, une contre-offre pour retenir un collaborateur, une augmentation accordée « parce qu'il le mérite ». Ces situations restent courantes, mais doivent désormais s'inscrire dans un cadre. Concrètement, cela suppose de définir des critères de performance, de positionner les postes dans des grilles cohérentes et de veiller à ce que les décisions prises aujourd'hui ne créent pas demain des écarts difficiles à justifier.

Comparer ce qui est comparable

La notion de « postes comparables » est souvent sous-estimée. En pratique, une confusion fréquente existe entre le titre du poste et son contenu réel. Deux collaborateurs portant le même titre peuvent avoir des responsabilités et expertises très différentes. À l'inverse, des postes aux intitulés différents peuvent être comparables s'ils répondent de manière équivalente aux quatre critères de la directive : compétences, efforts, responsabilités et conditions de travail. Encore faut-il pouvoir objectiver ces critères et les appliquer de façon cohérente. Cela implique un travail structuré de description et de classification des fonctions. Sans cette base, toute comparaison salariale perd en fiabilité.

Vos pratiques résisteront-elles à un test de transparence ?

Beaucoup d'organisations découvriront, en se préparant, des écarts jamais réellement analysés : recrutements effectués à des périodes différentes, pratiques managériales hétérogènes, ajustements successifs au fil du temps. La directive agit ici comme un révélateur. Elle oblige à regarder la réalité en face et à traiter des situations parfois sensibles : rééquilibrer, expliquer ou maintenir certains écarts, à condition de pouvoir les justifier.

Un chantier opérationnel, pas (seulement) un exercice de confort

Se préparer ne consiste pas uniquement à produire des indicateurs. Il faut revenir aux fondamentaux : descriptions de poste à jour, niveaux de responsabilité clairement définis et critères d'évaluation partagés. Cela implique aussi de sécuriser les processus d'augmentation et de promotion en clarifiant les critères de décision et de validation. Un travail exigeant, qui demande du temps, de la méthode et des arbitrages.

Les managers au cœur du dispositif

Dans la pratique, les managers jouent un rôle central dans la mise en cohérence des pratiques de rémunération. Ce sont eux qui expliquent les décisions, les écarts et leurs évolutions. Leur rôle évolue : il ne s'agit plus seulement de décider, mais de pouvoir argumenter. La directive les oblige à s'appuyer sur des critères solides, à expliciter leurs choix et à sortir de certaines zones de confort. Cela suppose aussi du courage managérial. Encore faut-il les outiller, les former et leur donner un cadre clair. À défaut, la transparence peut rapidement se retourner contre l'organisation.

Toutes les entreprises concernées : une norme qui s'impose

Si les obligations formelles varient selon la taille des entreprises, le principe de transparence s'impose progressivement à tous. Le droit à l'information, les risques de contestation et l'impact sur l'image ne concernent pas uniquement les grandes structures. La transparence devient un standard imposant un cadre où les écarts doivent être cohérents, explicables et assumés. C'est bien la question d'une gouvernance salariale claire et responsable qui est posée. Dans ce contexte, la capacité à rendre les décisions lisibles et défendables devient un véritable facteur de différenciation.

Un sujet très concret, dès aujourd'hui

La directive ne supprime pas la différenciation, mais impose de mieux la gérer. Les entreprises qui s'y préparent dès maintenant pourront structurer leurs pratiques et sécuriser leurs décisions. Les autres risquent d'agir dans l'urgence, sous pression. La question n'est plus de savoir s'il faut y aller, mais avec quelle rapidité et quel niveau de rigueur les organisations sauront en faire un levier plutôt qu'une contrainte. C'est là que se fera la différence.

Exigences Réglementaires

Employeurs avec:

- ▶ Plus de 250 employés
 - Premier rapport attendu pour le **7 juin 2027** (sur la base de l'année civile précédente)
 - Échéance **annuelle** par la suite
- ▶ De 150 à 249 employés
 - Premier rapport attendu pour le **7 juin 2027**
 - **Tous les 3 ans** par la suite
- ▶ De 100 à 149 employés
 - Premier rapport attendu pour le **7 juin 2031**
 - **Tous les 3 ans** par la suite
- ▶ Moins de 100 employés
 - Sur une **base volontaire**
 - **Peut être exigé** par la législation nationale

Notre équipe d'experts se tient à votre disposition pour vous accompagner dans vos démarches bdo-peoplesolutions@bdo.lu.

Karine Pontet-Curtat

Partner - People Services





Publications de la FEDIL



La FEDIL réagit au discours sur l'État de la Nation 2026



Position on the revised EU Cybersecurity Act (CSA2)



Rapport annuel 2025



FEDIL's feedback on the European Commission's draft act on the review of the EU Taxonomy Climate Delegated Act

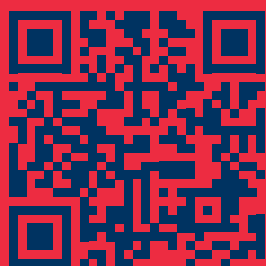


FEDIL's contribution to the European Commission's call for evidence on the Guidelines for the implementation of the EU rules on forced labour

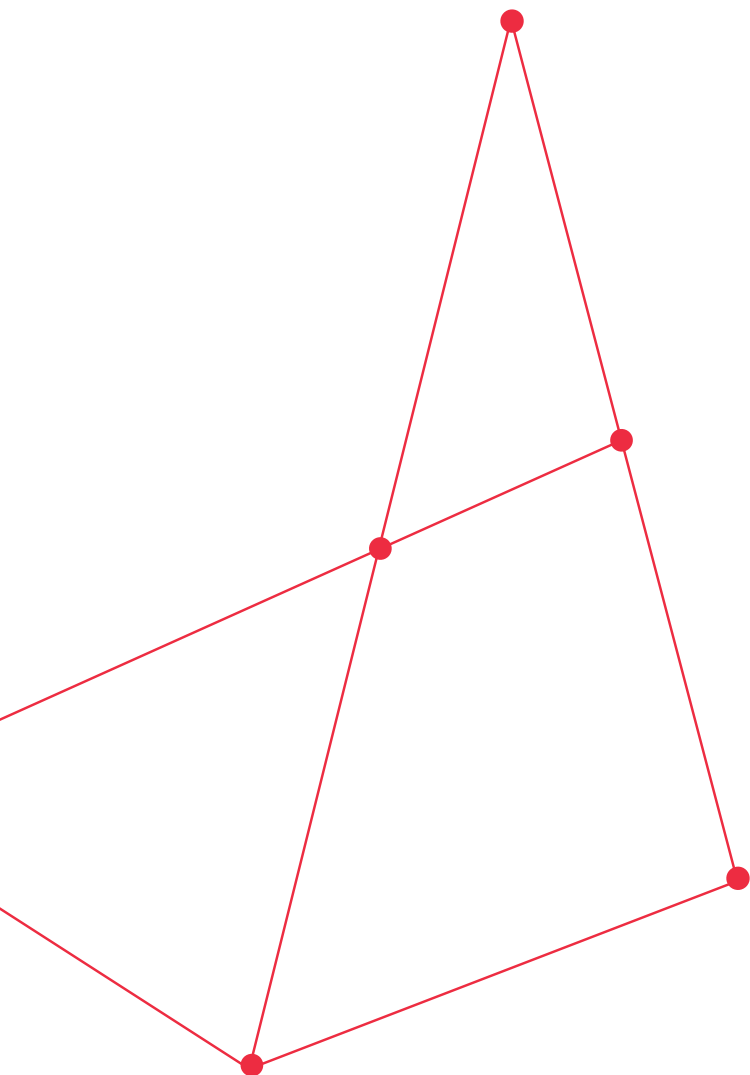


Digital Omnibus : Une réforme attendue du RGPD et du reporting, à condition d'être crédible et opérationnelle

Plus de publications et positions sur WWW.FEDIL.LU



**TOUTES LES ACTUALITÉS
DE LA FEDIL ET DE L'INDUSTRIE SUR**
<https://fedil.lu/fr/publications/>



écho des entreprises

FEDIL – The Voice of Luxembourg's Industry

7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
echo@fedil.lu

Service publicité :
regie@ic.lu
(+352) 48 00 22 - 1

Éditeur :
FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Directeur : René Winkin
Rédactrice en chef : Laurence Kayl
Mise en page : Rodney Ndong-Eyogo
Conception : Cl.ff

Impression : Imprimerie Centrale
Paraît 6 fois par an
Tirage : 2.000 exemplaires

© Copyright 2026 FEDIL

Tous droits réservés.
Des reproductions peuvent être
autorisées en ligne par www.lord.lu.

Les assurances essentielles pour les entreprises au Luxembourg

En 2025, le tissu économique luxembourgeois repose sur un nombre croissant de PME structurées et d'entreprises à forte valeur ajoutée. Dans un environnement réglementaire exigeant et face à des risques opérationnels, humains et financiers de plus en plus complexes, disposer d'une stratégie d'assurance adaptée est devenu un enjeu clé de gouvernance et de continuité.

Le socle assurantiel indispensable

Toute entreprise opérant au Luxembourg doit se conformer à certaines obligations légales, notamment l'affiliation au CCSS et la couverture des véhicules professionnels en responsabilité civile. Ces dispositifs constituent la base de la protection des collaborateurs et des actifs, tout en garantissant la conformité réglementaire.

Des dispositifs de protection stratégique

Au-delà du cadre légal, la responsabilité civile professionnelle couvre les dommages causés à des clients ou partenaires, tandis que la RC exploitation protège contre les sinistres du quotidien. L'assurance perte d'exploitation, quant à elle, sécurise la continuité en compensant les pertes de revenus et les charges fixes après un sinistre majeur.

Dirigeants : une responsabilité personnelle croissante

Dans un contexte de gouvernance renforcée, les dirigeants peuvent être tenus personnellement responsables en cas d'erreurs de gestion, de manquements réglementaires ou de décisions contestées. L'assurance responsabilité civile des dirigeants (D&O) prend en charge les frais de défense et les éventuelles indemnités, permettant aux décideurs d'exercer leurs fonctions avec plus de

sérénité et de sécuriser l'attractivité des mandats ainsi que de protéger leurs patrimoines privés.

Cyber-risques : une menace devenue incontournable

Cyberattaques, phishing, ransomware ou simples erreurs humaines représentent aujourd'hui des risques majeurs pour toutes les entreprises, quelle que soit leur taille. Les impacts peuvent être immédiats : interruption d'activité, perte de données sensibles, atteinte à la réputation ou sanctions liées à la protection des données.

L'assurance cyber apporte une réponse concrète : assistance en cas de crise (analyse, gestion de l'incident, notification), prise en charge des frais techniques et juridiques, compensation des pertes d'exploitation et protection en cas de réclamations de tiers. Elle devient un véritable outil de résilience face à une menace désormais systémique.

Des solutions adaptées aux enjeux sectoriels

Selon leur activité, les entreprises peuvent compléter leur couverture par des garanties spécifiques : protection des systèmes informatiques, assurance « personne clé », couverture des équipements stratégiques ou bris de machine.

Dans un contexte économique en constante mutation, anticiper et structurer sa couverture d'assurance constitue un véritable levier de sécurisation, de compétitivité et de confiance.



Foyer accompagne les entreprises luxembourgeoises avec des solutions sur mesure, alignées sur leurs risques, leur organisation et leurs ambitions de développement.

☎ 437 43 4580

✉ bc-gcrs@foyer.lu

www.foyer.lu



Protecting your success



Notre équipe est la vôtre !

La réussite est un sport d'équipe.
Prenez rendez-vous dans l'un de nos Business Hubs.

Plus d'informations sur raiffeisen.lu

